Vol 17 # 18 • Du 1er au 7 Novembre 2023

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE GOUVERNEMENT REJOINT LE CANAL



Voir page 3

Le gouvernement de facto a finalement envoyé le jeudi 26 octobre 2023 à Ouanaminthe une délégation gouvernementale pour rencontrer les initiateurs des travaux du canal de l'espoir et de la dignité sur la rivière Massacre

UN « FRONT UNI » POUR DÉSUNIR LE PEUPLE !



Voir page 3

Les partis qui ont participé à ce lancement sont : l'OPL, Mopod, Ede, Konsyans Patriyotik, UNIR, PHTK, LAPEH, GREH, PLH, Konstwi Lavi, PNDPH et les Signataires non-alignés au PM Ariel Henry pour ne citer que ceux-là. Photo Credit : Haiti24net









Editorial



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Qui sont les vrais assassins de Charlemagne Péralte ?

Par Berthony Dupont

A l'occasion du 104e anniversaire de la trahison et de l'assassinat du révolutionnaire haïtien, le soldat Charlemagne Masséna Péralte, symbole de la lutte contre l'occupation américaine en Haïti, n'est-ce pas opportun de revisiter ce crime perpétré dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1919, au moment où les mêmes acteurs locaux et internationaux à l'unisson préparent le terrain pour une nouvelle occupation militaire du pays.

La grande puissance tyrannique a assassiné un patriote, un citoyen du pays pour son activisme anti-occupation tout juste parce qu'il défendait héroïquement sa patrie. N'est-ce pas là un grave cas de violation ignoble des droits de l'homme qui requiert que justice soit rendue ? La disparition de Péralte dans les circonstances que nous connaissons est une perte cruciale dont nous payons chèrement les conséquences encore aujourd'hui.

Cent quatre ans après l'assassinat du chef des paysans Cacos, on ne découvre qu'un pays avili et ruiné pendant que les mêmes bourreaux manifestent le rôle sinistre et les desseins criminels de l'impérialisme américain en Haïti. Les stigmates d'une colonisation sauvage qui a confiné la majorité de la population ouvrière dans une misère indescriptible et d'un sous-développement sans pareil sont encore plus présentes que jamais. Le pays demeure une chasse gardée des intérêts néocoloniaux occidentaux, tout particulièrement américains liés étroitement à l'oligarchie dirigeante.

Cent quatre ans après, les choses n'ont pas changé depuis et qu'importe si l'occupation avait duré 19 ans, l'essentiel c'est que l'architecte est toujours présent et partout dans le pays. Le peuple tant opprimé et exploité continue à être asphyxié par les moyens les plus sordides de 1'impérialisme international.

Tout le monde sait et répète avec indignation et mépris sans doute le nom des hommes de mains tels que le sergent des Marines américains Herman H. Hanneken, le caporal William Button et le traitre Jean-Baptiste Conzé, mais les véritables assassins criminels ne sont pas uniquement eux.

Il y a eu les tueurs et les autres. Ceux qui applaudissaient quand Charlemagne Péralte a été sacrifié et qualifié par les envahisseurs de « bandit », « terroriste » font partie des criminels.

Cette classe politique qui, à l'unisson avec l'impérialisme américain, met une nouvelle fois en place le décor pour la réalisation d'un nouveau film d'occupation sous le même prétexte d'insécurité de sorte que les classes dominantes réactionnaires puissent renouveler leur domination déjà plus que centenaire porte également l'étiquette d'assassins.

Rien de nouveau aujourd'hui, les mêmes tueurs, instruments locaux et internationaux sont à pied d'œuvre pour nous faire avaler la pilule amère d'une autre occupation programmée de laquelle la classe politique haïtienne sans exception a accepté les règles visant à détruire la paix et la reconstruction du pays au profit des masses populaires.

Après 1915, il a fallu 4 ans aux forces occupantes pour trouver un Jean-Baptiste Conzé. Aujourd'hui, en une seconde, elles trouvent des milliers de traitres à la Nation, ces prostitués politiques à la recherche d'un poste confortable susceptible de les enrichir. Ils sont partout, ces individus à multiples faces, ennemis de la cause haïtienne, de la lutte de libération nationale, professant la traîtrise en tant que métier politique.

On peut facilement les découvrir par leur attitude paranoïaque, véhiculant une idéologie simpliste craignant tout ce qui n'est pas conforme aux normes de Washington.

Les vrais assassins de Charlemagne Péralte sont ceux qui pérennisent son assassinat. Ces gouvernements qui ont passé toute leur existence à prendre leurs ordres à Washington et font de la tutelle des pays impérialistes, leur programme de gouvernement. Ces vassaux n'ont jamais eu la décence de commémorer l'assassinat de notre héros national. Pire, aucune mesure n'a jamais été prise par les gouvernements haïtiens pour exiger au moins que les injures faites, les infamies à Péralte soient rectifiées par son assassin : l'impérialisme américain.

Ne devrait-on pas au nom de Charlemagne Péralte, combattre de préférence l'impérialisme et ses agents sous toutes ses formes, au lieu de se servir de ses outils de propagande ? Ceux qui protègent les intérêts des riches au détriment des classes laborieuses, ils sont aussi responsables, au même titre que Hanneken, Button et Conzé et quoi qu'ils fassent, il leur faudra rendre des comptes à l'histoire.

En cette occasion du 104e anniversaire de l'assassinat du chef des paysans Cacos, au camp des rebelles, près de la Grande-Rivière-du-Nord, par les Marines américains, le peuple haïtien doit toujours se rappeler qu'il devrait se dresser pour balayer sur son chemin toutes les puissances qui ont confisqué sa souveraineté. D'ailleurs, que peut faire un peuple, quand il n'est pas maître de son destin et de ses richesses naturelles ?

Sachez, traitres de la cause haïtienne, les vrais assassins de Charlemagne Péralte sont ceux qui se laissent utiliser par des coquins qui s'efforcent de cacher la vérité. Ceux qui vivent des manœuvres, des mensonges, des intrigues, des traitrises, des coups bas et autres mesquineries tous azimuts pour combattre la lutte de libération nationale et ceux qui, par tous les moyens indignes, essaient d'étouffer l'espoir des masses populaires haïtiennes.

Le jour viendra, justice sera rendue à Charlemagne Péralte, car l'avenir reste irrévocablement aux mains des combattants pour la liberté, pour la vérité et pour l'homme véritable.

Un « Front Uni » pour désunir le peuple !



Le panel du Front uni étant constitué entre autres de Claude Joseph, représentant du parti EDE, Liné Baltazar du parti PHTK, Edgard Leblanc Fils de l'OPL, Himler Rébu du GREH, Jean Rodolphe Joazile de Konsyans Patriyotik, et de Harrison Ernest du parti politique Konstwi Lavi.

Par Isabelle L. Papillon

Le mercredi 25 octobre 2023 dernier un ramassis de personnalités a lancé une nouvelle structure politique à l'hôtel Montana dénommée « Front Uni pour une sortie de crise efficace et durable ». Ce ne sont pas de nouvelles figures politiques mais les mêmes éternels affairistes politiques dont la plupart sont des dissidents des différents Accords de consensus dont l'Accord du 21 septembre ou Accord de Musseau, qui plus tard a été converti en Accord du 21 décembre et de celui de l'accord du 30 août dit de Montana.

Selon leurs déclarations, ce nouvel instrument est une alternative au Premier ministre de facto dont son mandat conformément aux prescrits de l'accord du 21 décembre, devrait prendre fin le 7 février 2024. Et ils se préparent à combler un quelconque vide au sein de l'appareil d'État.

Il faut signaler que tous les dirigeants politiques qui ont participé à ce lancement sont des individus qui n'ont réellement aucun avenir politique dans le pays, ils sont des sentinelles toujours à l'affût qui espèrent accaparer le pouvoir pour poursuivre l'œuvre inachevée d'Ariel Henry à la Primature ou à la Présidence. Tout est possible dans ce pays !

Les partis qui ont participé à ce lancement sont : l'OPL, Mopod, Ede, Konsyans Patriyotik, UNIR, PHTK, LAPEH, GREH, PLH, Konstwi Lavi, PNDPH et les Signataires non-alignés au PM Ariel Henry pour ne citer que ceux-là.

La majorité de ces partis étant initialement membre du Collectif des partis politiques du 30 janvier qui avait réuni des leaders du Mopod, Unir, PHTK, Lapeh, OPL, Pitit Desalin et GREH. Toutefois on n'a remarqué aucune représentation du parti Pitit Desalin de Moise Jean-Charles dans la formation de ce Front uni.

Par ailleurs, le Parti Fanmi Lavalas vient pour sa part offrir également sa proposition de sortie de crise pour une autre transition sans doute pour complémenter celle du Premier ministre incapable. On verra entre ces différents larrons de Montana, de Front Uni, de Lavalas qui les puissances impérialistes vont-elles utiliser pour continuer à compromettre l'avenir du pays.

Pour contrecarrer les organisations qui se positionnent à sucer le miel du pouvoir, en prônant le départ du Premier Ministre Ariel Henry le 7 février 2024. Myrlande Hyppolite Manigat, Présidente du Haut Conseil de Transition (HCT) leur a indiqué que le P.M. ne quittera pas le pouvoir le 7 février 2024 : « Le Gouvernement doit remettre le pouvoir à des élus »

Cela signifie que tant qu'il n'y a pas d'élus, Ariel restera ad vitam eternam aussi bien que Madame Manigat jusqu'aux calendes grecques.

Le gouvernement rejoint le Canal

Par Marie Laurette Numa

Une délégation du gouvernement de facto composée des ministres de l'agriculture, Charlot Bredy, de l'environnement, James Cadet et du commerce et de l'industrie, Ricardin Saint-Jean s'est rendue finalement à Ouanaminthe le jeudi 26 octobre dernier pour rencontrer le comité en charge de la construction du canal sur la rivière Massacre de façon à offrir leur contribution à l'ouvrage.

La réunion a eu lieu au Majestic Guest House entre le pouvoir et le comité. Mais c'est triste et même honteux de constater à quel niveau de dégradation sont réduits les gouvernants du pays si l'on s'en tient au ministre de l'agriculture, Charlot Bredy qui pour introduire sa délégation a nettement montré qu'on n'est pas en présence d'un homme d'Etat.

Pour se faire accepter, il a déclaré d'un ton conciliant *« Nous sommes venus vous voir pour demander si vous seriez d'accord que le gouvernement envoie une mission technique travailler avec le comité du Canal en vue d'évaluer les travaux afin que le gouvernement puisse financer sa finalisation »*.

Le comité n'était pas en position de refuser la demande de la délégation. Il l'a bien reçue et semblerait prêt à travailler avec elle tout en restant méfiant. Comme l'a si bien indiqué le porte parole du comité du canal Wideline Pierre *« Ils sont des haïtiens comme nous autres, nous ne pouvons les empêcher de contribuer à une œuvre nationale. »* Cependant, elle n'a pas manqué de rappeler aux émissaires du gouvernement, ce sont eux qui avaient tourné le dos au peuple, quand le peuple avait besoin de leur service.



Les membres du Comité de la construction du canal sur la rivière Massacre



Les membres du gouvernement de facto, les ministres de l'agriculture, Charlot Bredy, de l'environnement, James Cadet et du commerce et de l'industrie, Ricardin Saint-Jean

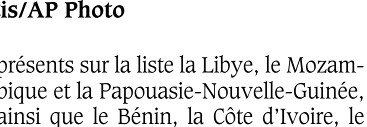
Toute cette démarche du régime s'explique par le fait que les membres du Comité Technique de l'Organisation des États Américains (OEA) veulent se rendre sur le Canal comme ils l'ont fait en République Dominicaine et qui a mis cette pression sur les autorités haïtiennes. C'est pour se racheter devant l'opinion internationale, qu'elles se rabaissent devant la population. Car elles ne pouvaient pas décliner leur assistance pour présenter la position d'Haïti sur la construction du canal d'irrigation avec prise d'eau sur la rivière Massacre. Cela résumerait clairement à la face de l'OEA qu'il n'y a pas un gouvernement fonctionnant dans le pays et que le peuple est abandonné à lui-même. Et surtout le comité a constaté que la République Dominicaine avait donné grande importance à leur visite jusqu'à mobiliser toute une batterie de personnalités pour les convaincre d'une quelconque construction illégale du Canal par des individus en Haïti.

De toute façon le Comité Technique de l'Organisation des États Américains (OEA) présidé par Jean Michel Arrighi, Secrétaire du département juridique de l'organisation est déjà dans le pays, il a été reçu par le ministre des Affaires étrangères Jean Victor Géneus, il a été prévu qu'il se rendait le mardi 31 octobre sur le site de la rivière. Mais cela n'a pas été puisque la rivière est maintenant en crue. Selon certains riverains, il est possible que ce soient les autorités dominicaines qui ont fomenté cette inondation pour non seulement saboter le travail mais aussi tromper aussi la vigilance des experts de l'OEA.

Manœuvre ou pas de la part du président Abinader, le peuple haïtien dit lui-même que le canal ne s'arrêtera pas! *KPK! Kanal la Pap Kanpe*!

Une force multinationale de soutien à la sécurité (MSS) non-Onusienne pour Haïti





Un policier kenyan piétinant un manifestant à terre à Nairobi en 2016. Crédit: Ben Curtis/AP Photo

Par Travis Ross

Le MSS, béni par l'ONU, pourrait être la première étape vers une occupation militaire américaine qui durerait une décennie

Le lundi 2 octobre 2023, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 2699 autorisant une force multinationale de soutien à la sécurité (MSS) non-ONU pour Haïti. La résolution, adoptée en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a été rédigée par les États-Unis et l'Équateur. Cette résolution représente la mise en œuvre réussie de la première phase de la « Stratégie décennale américaine pour Haïti ». Une invasion américaine et une occupation d'Haïti pendant 10 ans sont désormais imminentes.

La deuxième phase du Plan stratégique décennal pour Haïti a été mise en œuvre à l'été 2023. La deuxième phase vise à construire un réseau d'au moins 250 organisations de la « société civile » financées par les États-Unis pour influencer les politiques publiques et la prise de décision alors que Washington supervise la reconstruction des institutions étatiques et du gouvernement d'Haïti.

Les conséquences du Plan stratégique décennal de Washington pour Haïti sont comparables à l'invasion et à l'occupation américaines d'Haïti en 1915. Si Washington obtient ce qu'il veut, Haïti passera de son statut actuel de néo-colonie américaine à une colonie virtuelle était de 1915 à 1934.

Le Global Fragilité Act de Washington

Adopté avec le plein soutien des deux partis sous le président Trump en 2019, le Global Fragility Act (GFA) a été initialement présenté par ses partisans comme « une opportunité de conduire les changements nécessaires » pour empêcher « des adversaires tels que la Chine et la Russie d'étendre leur influence ».

Le gouvernement américain a choisi Haïti comme premier « partenaire » dans le cadre du GFA. Sont également présents sur la liste la Libye, le Mozambique et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et le Togo en Afrique de l'Ouest.

Le GFA fait suite à la « Stratégie de sécurité nationale de 2017 » qui visera à « renforcer » les États dits fragiles « où la faiblesse ou l'échec de l'État amplifierait les menaces contre la patrie américaine ».

Le GFA vise à empêcher les États dits « fragiles » de développer des relations diplomatiques et commerciales avec la Russie et la Chine. Dans un discours prononcé en 2021, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a décrit la Chine comme « le seul pays doté de la puissance économique, diplomatique, militaire et technologique nécessaire pour remettre sérieusement en cause le système international stable et ouvert – toutes les règles, valeurs et relations qui font que le système international est stable et ouvert » le monde fonctionne comme nous le souhaitons.

Cette position antagoniste à l'égard de la Chine résulte de sa relation avec les États dits « fragiles » qui implique des préoccupations géostratégiques, notamment l'accès aux matières premières. Dans un discours politique majeur prononcé à Séoul en 2022, la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a expliqué que les États-Unis « ne peuvent pas permettre à des pays comme la Chine d'utiliser leur position sur le marché de matières premières, de technologies ou de produits clés pour perturber notre économie et exercer un effet de levier géopolitique indésirable ».



Des flics kenyans en tenue anti-émeute

Haïti possède des ressources minérales, principalement de l'or, évaluées à 20 milliards de dollars américains. Il n'est toutefois pas certain que ces ressources minérales puissent être exploitées de manière rentable.

Washington veut également empêcher Haïti de développer des relations diplomatiques et des liens économiques plus étroits avec la Russie. Jovenel Moïse, assassiné il y a deux ans, a établi des relations diplomatiques formelles avec Moscou seulement un mois avant son assassinat, accréditant l'ambassadeur de Russie Sergueï Melik-Bagdasarov. C'était la première fois qu'Haïti établissait des relations diplomatiques avec la Russie. Beaucoup ont soutenu que cela aurait pu être un facteur qui a conduit Washington à donner son feu vert à l'assassinat de Moïse.

Pendant ce temps, Haïti reste l'un des 11 pays (sans compter le Vatican) sur 193 dans le monde à reconnaître Taiwan comme une nation indépendante, le soi-disant « République de Chine ». La République populaire de Chine a cherché à convaincre Haïti d'abandonner Taïwan et d'établir officiellement des relations diplomatiques avec lui, tout comme la République dominicaine voisine l'a fait en 2018.

Un « partenariat » dans le cadre du GFA entre Haïti et Washington garantirait qu'Haïti reste sous l'hégémonie américaine pendant des décennies. Cela bloquerait également la diplomatie et les investissements de pays comme la Chine. En 2017, la Chine a proposé de rénover les infrastructures en ruine de Port-au-Prince avec un programme d'aide de 4,7 milliards de dollars si Haïti le reconnaissait et rejoignait son initiative « One Belt, One Road ».

Jusqu'à présent, cela ne s'est pas produit et le GFA entend maintenir les choses ainsi. Il s'agit d'un plan visant à maintenir l'hégémonie mondiale et à rassembler les anciennes colonies et néo-colonies sous son aile.

Il n'est pas étonnant qu'Haïti ait été choisi comme premier « partenaire » dans le cadre du GFA. Haïti est toujours le premier à subir les stratégies impérialistes de Washington visant à maintenir son hégémonie.

Le programme « 10 ans d'assistance à la sécurité » de Washington

Le GFA met l'accent sur l'établissement de relations avec la « société civile locale » en « renforçant la capacité des États-Unis à être un leader efficace dans les efforts internationaux visant à prévenir l'extrémisme et les conflits violents ».

Cette « capacité » comprend également une « assistance à la sécurité planifiée » sur 10 ans.

Les efforts du gouvernement américain pour organiser une intervention armée en Haïti au cours de l'année écoulée sont en symbiose avec le GFA. Dans le cadre du GFA, le gouvernement américain peut négocier une « aide à la sécurité planifiée » avec Haïti dans le cadre d'un plan sur 10 ans, mais pour ce faire, Washington veut un gouvernement nominalement élu.

Blinken a expliqué dans une récente déclaration officielle que le GFA « sous-tend » une nouvelle stratégie et fournit un « cadre ambitieux pour s'engager de manière créative » avec les « partenaires mondiaux » des États-Unis. Cette nouvelle stratégie est expliquée dans un document de 2020 intitulé « Stratégie des États-Unis pour prévenir les conflits et promouvoir la stabilité » (SPCPS), publié par le Département d'État, le Département de la Défense, l'USAID et le Département du Trésor.

Le SPCPS répond aux exigences du GFA concernant une « stratégie mondiale de fragilité » américaine et décrit également le plan initial du gouvernement américain visant à fournir des programmes « d'assistance à la sécurité » sur 10 ans à ses « partenaires ».

Washington veut améliorer la « gouvernance du secteur de la sécurité » en Haïti, en plus de « professionnaliser les forces de sécurité des pays partenaires et construire des relations à long terme avec les principaux responsables de la sécurité du pays hôte, conformément à la sécurité nationale et aux intérêts économiques des États-Unis ». (C'est nous qui soulignons).

Dans un document de suivi intitulé « Plan stratégique décennal pour Haïti », les États-Unis ont présenté leur plan visant à « intégrer la diplomatie américaine, le développement et l'engagement du secteur de la sécurité en Haïti ». En d'autres termes, le Département d'État, l'USAID et le Pentagone – soft power et hard power – travailleront ensemble pour mettre en œuvre la Stratégie mondiale de fragilité en Haïti.

Dans une déclaration préparée à la commission des Affaires étrangères de la Chambre, Jim Saenz, secrétaire adjoint à la Défense chargé de la lutte contre les stupéfiants et de la politique de stabilisation, a expliqué que « le rôle du ministère de la Défense dans la mise en œuvre de l'ACM est de soutenir les efforts du Département d'État en tant que chef de file, et le L'USAID en tant que principal exécutant « pour « garantir que les plans décennaux… alignent les buts, objectifs, plans et références pertinents avec la politique du DoD ».

Un élément clé de la stratégie de Washington est d'intervenir dans les affaires d'Haïti en dirigeant les fonds de l'USAID vers des organisations de la société civile (OSC) qui sont ouvertes aux « approches basées sur le marché » du gouvernement américain pour « promouvoir la stabilité » dans le cadre d'un « partenariat » imposé par une multinationale force armée officiellement demandée par l'actuel dictateur d'Haïti, le Dr Ariel Henry.

Le Département d'État met en œuvre son plan stratégique décennal pour Haïti

Le Plan stratégique décennal pour Haïti décrit les deux premières phases de la mise en œuvre de la Loi sur la fragilité mondiale en Haïti.

Au cours de la première phase, le gouvernement américain présente un plan visant à « impliquer et mobiliser les partenaires de la société civile haïtienne et de la Police nationale haïtienne (PNH) pour informer et mettre en œuvre des programmes visant à renforcer la sécurité des citoyens et l'État de droit ».

« Les premiers efforts se concentreront sur les quartiers clés à forte criminalité et à forte violence ainsi que sur les principaux pôles de transport et économiques », explique le plan.

L'approbation par le Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU) d'une mission non-ONU de « soutien à la sécurité multinationale » d'un an en Haïti signifie que la première phase avance.

Ce vote du Conseil de sécurité de l'ONU intervient près d'un an après la demande initiale d'Henry le 6 octobre 2022 pour « le déploiement immédiat d'une force armée spécialisée, en quantité suffisante, pour stopper sur tout le territoire la crise humanitaire provoquée, entre autres, par l'insécurité résultant de la crise humanitaire ». les actions criminelles des gangs armés et de leurs sponsors.

Le Kenya devrait prendre la tête du MSS, malgré une résistance populaire et politique généralisée au Kenya et en Haïti, ainsi qu'à l'échelle internationale. Les rivaux politiques d'Henry – les signataires de la Déclaration conjointe de Kingston et de « l'Accord du 30 janvier » – sont opposés au MSS avec Henry au pouvoir et insistent sur la nécessité de mettre en place un gouvernement de transition avant que le MSS n'entre en Haïti.

Un article de presse kenyan explique que le Kenya a déclaré qu'il se concentrerait sur la protection des infrastructures clés – ports, aéroports et routes principales. Le Nouvelliste a également rapporté que le Kenya allait déployer une force opérationnelle pour lutter contre les gangs armés à Port-au-Prince.

L'Équateur et plusieurs pays de la CARICOM ont également promis leur soutien et leur personnel au MSS dirigé par le Kenya, notamment la Jamaïque, les Bahamas, la Barbade et Antigua-et-Barbuda. Le Miami Herald a rapporté que l'Italie, l'Espagne, la Mongolie, le Sénégal, le Belize, le Suriname, le Guatemala et le Pérou ont également offert leur soutien, même si la forme que cela prendra n'est pas claire.

S'exprimant vendredi 22 septembre au début d'une réunion de l'ONU à New York, Antony Blinken a déclaré que les États-Unis fourniraient « une aide financière et logistique solide » au MSS, en promettant 200 millions de dollars.

Le MSS est une invasion d'Haïti qui pourrait conduire à une occupation brutale de 10 ans

En substance, le Kenya propose de fournir du personnel pour la première phase du plan stratégique décennal de Washington pour Haïti sous couvert d'assurer la sécurité et le soutien à la PNH. C'est le fer de lance du « partenariat » GFA entre Haïti et les États-Unis.

« Cette invasion proposée est différente de celles de 1994 et 2004 », a expliqué Kim Ives, « qui impliquaient de véritables « casques bleus » de l'ONU, sous le contrôle et la surveillance du Conseil de sécurité lui-même. La formule sans précédent du MSS serait théoriquement supervisée par le Kenya, mais en réalité par les États-Unis.



Le ministre kenyan des Affaires étrangères, Alfred Mutua, estime « que le projet [MSS] prendrait trois ans et nécessiterait entre 10 000 et 20 000 personnes »

Le Kenya assure le « blackwashing » nécessaire à l'invasion menée par les États-Unis. Cette approche aide également l'ONU à éviter de rendre des comptes. Comme l'explique Ben Norton : « Il s'agit d'une intervention militaire américaine, utilisant l'ONU et le Kenya comme couverture. »

Même si le but prétendu du MSS est de lutter contre les gangs, l'objectif principal est de faciliter un passage contrôlé du régime en difficulté d'Henry à un autre gouvernement de transition également redevable à Washington.

Henry a été accusé d'avoir joué un rôle dans l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021 et d'avoir soutenu certains des gangs criminels les plus notoires d'Haïti. Henry a été nommé Premier ministre par le gouvernement américain et ses ambassades alliées, connues sous le nom de « Groupe CORE », via une courte déclaration et un tweet quelques jours après l'assassinat de Moise.

Depuis sa sélection, Henry a gouverné sans soutien populaire ni un seul élu dans son gouvernement. Il a consciencieusement imposé la politique américaine en Haïti, permettant aux institutions étatiques d'Haïti de s'effondrer.

Le CSNU n'a approuvé qu'un mandat d'un an pour le MSS, avec des examens de renouvellement après

suite à la page(15)

De Gaza à Haïti, une même géostratégie de déshumanisation des "autres"



Des habitants fuient leurs maisons pour échapper aux affrontements entre bandes armées dans le quartier de Carrefour-Feuilles à Port-au-Prince, Haïti, le 25 août 2023. (Photo AP/Odelyn Joseph)

Par Erno Renoncourt

Dans un silence angoissant, l'Occident participe, activement et hâtivement, à l'extermination expéditive des Palestiniens par la mise en œuvre de la solution finale que pratiquent avec zèle, ceux-là mêmes qui, selon le récit occidental, toujours peuplé d'impostures, auraient échappé, il y a environ 75 ans, à la solution finale que leur préparaient les nazis que l'Occident, ironiquement, soutient un peu partout dans le monde depuis la seconde guerre mondiale. C'est comme il y a 5 siècles, quand il présidait à l'extermination lente des peuples noirs d'Afrique qui incarnaient ces « autres » que l'Occident ne sait pas traiter avec altérité en se donnant de la disponibilité pour respecter leur dignité et leur humanité.

C'est la même géostratégie de la déshumanisation qui est en œuvre : si hier les noirs d'Afrique étaient ces « autres » que les lumières de l'Occident ne pouvaient distinguer humainement, aujourd'hui « le peuple des autres » englobe aussi d'autres populations mondiales, dont les Palestiniens. La seule nuance est que la barbarie recourt, selon le contexte historique, à des registres mémoriels différents : Il y a 5 siècles l'Occident déshumanisait une partie du monde pour son profit en mettant en avant la promotion de la christianisation tout en se donnant des airs de civilisation ; aujourd'hui, il le fait en mettant en avant la lutte contre le terrorisme, en se donnant des airs humanistes. Il y a 5 siècles, la barbarie agissait masquée sous couverture évangélique ; aujourd'hui, elle s'est enjolivée et agit sous couverture académico-médiatique. Le barbare occidental n'est plus un conquistador extrait des prisons européennes et qu'on envoie christianiser l'Amérique et l'Afrique, il est un malfrat humain anobli en universitaire, lettré, scientifique net en éditorialiste qui fait le tour des médias pour abrutir l'humanité et continuer l'œuvre exterminatrice des « autres ».

C'est là une donnée invariante qui tend à prouver l'insignifiance manifeste de ceux qui ont cru et continuent de croire dans les valeurs occidentales. De la culture au rayonnement académique, de la démocratie aux droits humains, de sa lutte pour sauver la planète à son œuvre de développement pour les pays du Sud, tout est à double standard. Justice, en contre haut, pour une minorité ayant la bonne couleur de peau et la bonne culture, déshumanisation, en contre bas, pour les « autres ». Ce rapport à l'autre est justement la faille qui déséquilibre tout l'édifice civilisationnel de l'Occident. C'est du moins ce qu'une lecture recoupée de l'œuvre de Tzvetan Todorov ([1]) nous apprend. En effet, en sortant de ces lectures mentionnées, on peut postuler qu'l n'est de civilisation que par la capacité de ceux qui sont puissants et cultivés à intégrer dans leur disponibilité pour la vertu les autres qui sont différents et à travers lesquels l'altérité résonne dans ses multiples diversités pour compléter l'unité du monde et faire vibrer l'humanité dans une commune de dignité de vivre ensemble. De ce point de vue, la civilisation renvoie à la métaphore du poète iranien Rûmi qui voit le monde à travers les fissures d'un miroir brisé dont chacun détient un fragment qui ne saurait refléter l'harmonie sans celui des autres.

Pour contextualiser l'invariance de cette improbable capacité de l'Occident et de ses relais à traiter l'autre avec humanité, nous allons mettre à contribution le récent rapport du Conseil de Sécurité sur le financement des gangs en Haïti. Et dans cette analyse recoupée, qui dérangera beaucoup de monde, nous ferons ressortir deux des motifs les plus prégnants de cette géostratégie de la déshumanisation : l'insignifiance du réseau académico-médiatique qu'elle mobilise comme étouffoir communicant et le double standard des valeurs qu'elle promeut en écho-système d'impostures.

L'imposture à l'œuvre en Haïti

Le 20 octobre dernier, le monde s'était mis en célébration statistique pour magnifier les données comme base probante de gouvernance intelligente et transparente. Gouvernance improbable, même dans les pays les plus démocratiquement avancés, comme l'a révélé la crise sanitaire de 2019, et comme le révèlent un peu plus les multiples manifestations totalitaires dans le monde qui consacrent la régression des droits des peuples. Et, malgré ses haillons shitholiques en matière de gouvernance responsable et transparente, notamment par ses statistiques calamiteuses comme championne de la corruption et haut lieu de gangstérisme managérial (selon le dernier rapport de l'ONU sur le financement des gangs ([2])), Haïti, par la voix habituelle de ses réseaux de statisticiens, d'économistes, d'évaluateurs et d'experts en gouvernance de données, s'était mise timidement de la célébration.

Dans leur alcôve et leur espace d'entre soi, ces acteurs institutionnels et organisationnels se sont donné la voix pour aborder les thèmes récurrents et rébarbatifs sur les données, la bonne gouvernance, les investissements, le tourisme, la transparence…et *tutti quanti*.

Pourtant, c'était une bonne occasion pour tester la disponibilité de ces acteurs métiers pour construire du sens autour de leurs activités et se soumettre à une évaluation en profondeur. Pour cause, 24 heures auparavant, l'ONU publiait un rapport ([3]) de 158 pages, lequel est truffé de données qui impliquent de larges secteurs de l'économie haïtienne dans des activités essentiellement criminelles sous couverture d'entreprises d'affaires. C'était que disje, une riche opportunité d'évaluation qui s'offrait aux acteurs métiers de la statistique pour déceler qui auraient le courage éthique d'intégrer ces données dans le bilan du processus décisionnel haïtien, pour promouvoir une autre orientation pour la gouvernance publique et privée haïtienne, si longtemps défaillante. Tous ceux qui sont au cœur des activités décisionnelles (cartographie des processus, informatique décisionnelle, modélisation critique), savent que le statisticien éthiquement compétent vit dans la culture que la statistique repose sur un écosystème gigantesque de données produit par les activités humaines, et qu'il aurait tort de se concentrer sur les indicateurs. Car comme le disait Alain Desrosières, « *la culture des indicateurs induit des effets pervers : les acteurs se focalisent sur l'indicateur et non sur l'action elle-même* » ([4]), pourtant génératrice de sens. Ainsi, ils oublient que si les activités humaines sont médiocres, les données statistiques ne seront que des médiocrités mises en forme. C'est ce que dit la loi **GIGO** de Burns appliquée à l'informatique : *Garbage In, garbage out (GIGO)*. Sur le domaine statistique, cette loi devient : Modèle d'Affaires corrompu, Statistiques corrompues. Tout un cycle de corruption que le statisticien compétent doit s'efforcer de détecter pour permettre de le remplacer par un cycle d'innovation. Sauf s'il se prête au jeu d'anoblissement qui consiste à occulter les données d'activités essentielles pour se concentrer sur le superficiel.

Repenser l'évaluation

Donc, en préjugeant que les acteurs nationaux et internationaux, qui célèbrent à longueur de journée la valeur des données et des statistiques dans les médias, en Haïti, avaient une once d'éthique pour procéder à une évaluation de leur métier dans un pays totalement effondré, nous nous attendions à ce que le rapport du Conseil de Sécurité sur le financement des gangs ouvre la voie à une introspection socioprofessionnelle pour susciter un désir d'auditer les processus organisationnels qui président à l'errance de la gouvernance stratégique du pays. Mais tant d'espérance sur un changement de comportement revient à oublier que le matériau humain indispensable pour évaluer et performer avec intelligence manque cruellement à Haïti. Car, étant un écosystème asservi, c'est-à-dire humainement contraint pour retransmettre les échos-systèmes des valeurs de double standard de l'Occident, la statistique ne peut rester qu'un outil d'anoblissement de la routine invariante qui se structure par l'improvisation et la corruption.

C'est un enseignement qui permet de comprendre que les projets de la gouvernance publique et privée ne sont jamais évalués rigoureusement et intelligemment en Haïti. Car, l'évaluation doit toujours induire un apprentissage (souvent douloureux) pour induire un changement de comportement véritable et faire jaillir l'innovation comme nouveaux processus de gouvernance et nouvelles méthodes d'agir. Si on s'en tient aux mêmes méthodes, aux mêmes processus, c'est parce qu'il n'y a pas de changement de comportement. Et l'absence de changement de comportement traduit une défaillance du système de mesure. En effet, selon Dean R. Spitzer ([5]), c'est le système de mesure qui régule le comportement. Si Haïti continue de célébrer les mêmes impostures économiques qui ont conduit le pays à cette impasse agonisante, c'est qu'il y a un vrai problème de défaillance avec les mesures statistiques. Et c'est pour cela qu'il est prioritaire de transformer la mesure de la performance en repensant la façon dont le pays mesure et pilote le succès de ses organisations. C'est ce que laissaient retentir les économistes Stiglitz, Sen et Fitoussi dans leur livre *Vers de nouveaux systèmes de mesure* : *« nous ne changerons pas nos comportements si nous ne changeons pas la mesure de nos performances »* ([6]).

Croissance rythmée de la criminalité au profit des gangs et des banques

Hélas, à ce jour, dans les milieux des acteurs métiers de la gouvernance des données et de la statistique en Haïti, personne, n'a encore le courage de questionner le modèle d'affaires des entreprises privées et des institutions publiques au regard des données de ce rapport. Personne dans les agences internationales de renforcement institutionnel qui ont conçu, financé, évalué et validé les projets et les activités qui ont conduit Haiti dans ce labyrinthe gangstérisé n'a encore questionné le modèle d'affaires de l'Assistance internationale.

Pourtant, dans la plus grande imposture, ils continuent de parler d'indicateurs statistiques d'investissement et de croissance. Mais quelle croissance peut-il y avoir dans un modèle d'affaires en symbiose avec les gangs ? Qui viendra investir dans milieu totalement défaillant, sinon ceux qui sont les promoteurs de la criminalité ? Qu'est-ce qu'on peut renforcer quand tout repose sur des fondements d'imposture ? Et c'est justement pour confirmer que la criminalité et le modèle d'affaires des institutions haïtiennes suivent une même croissance que nous évoquons le récent rapport partiel du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le financement des gangs en Haïti.



Des habitants fuient leurs maisons pour échapper aux affrontements entre bandes armées dans le quartier de Carrefour-Feuilles à Port-au-Prince, Haïti, le 25 août 2023. (Photo AP/Odelyn Joseph)

Des données statistiques contextuelles montrent que le taux de manipulation de la devise américaine a suivi la tendance vertigineuse des cas de kidnapping. Cela aurait pu être une corrélation fortuite, venant du fait que les demandes de rançons se font pour la plupart en dollars américains, entre 7.000 à 500.000 dollars pour des étrangers, selon le rapport (page 22), et qu'il y avait une forte demande pour les dollars. Mais en recoupant ces données avec le rapport, la coïncidence s'estompe et laisse la place à l'indigence. Car ce rapport (page 11) révèle que « La crise haïtienne influe également sur l'activité criminelle transnationale, la demande et la circulation d'armes à feu illicites en Haïti alimentant le trafic dans la région ». Et pour cause, car, selon ce rapport (page 24) une arme qui coûte entre 100 et 300 dollars américains aux USA se vend entre 5.000 et 8.000 dollars américains en Haïti. Il y a donc un lien fort entre criminalité, trafic d'armes et vente de devises. Et, il faut être statistiquement incompétent pour ne pas voir, au-delà de la corrélation forte, la dépendance entre croissance de la criminalité et croissance du taux du dollar.

En ce sens, le rapport lève le voile, pour tout dire, assez mince qui recouvrait l'indigence de la société haïtienne. Une indigence que certains postulent depuis plus de 15 ans déjà, car la preuve leur était faite que, dans ses diverses structurations et fractions opposées, toute la société haïtienne reste alignée sur un seul modèle de réussite : accepter d'être anobli par la géostratégie internationale pour devenir un couillon assumé et ainsi apporter aux crapules accréditées les adjuvants de cécité, d'opacité, de surdité et de complicité dont elles ont besoin pour faire triompher la corruption et la criminalité. Ceux qui, à leurs risques et périls, ont dénoncé cette indigence ont été mis au banc des aigris et des frustrés. Et comme la nature conspire toujours pour apporter, à ceux et celles qui suivent son enseignement, la preuve de leur raisonnance, les données du rapport de l'ONU sur le financement des gangs en Haïti apparaissent comme une brèche dans le temps indigent qui offre à l'intelligence contextuelle sa revanche sur l'insignifiance anoblie. Alors que les statisticiens, les banquiers et les économistes de service plébiscitent les données comme base probante de la bonne gouvernance et de la transparence pour promouvoir de nouveaux investissements, par une mordante ironie statistique, le rapport de l'ONU sur les gangs fournit un ensemble de données qui tendent à prouver la nature mafieuse et criminelle du contexte économique haïtien. Selon ce rapport (page 23), nous apprenons que l'avènement de Joseph Michel Martelly au pouvoir a coïncidé avec l'arrivée de nouveaux acteurs économiques qui ont pris possession des ports du pays à 80%. Et curieusement, c'est par des voies maritimes comme des marchandises légales qu'arrivent toutes les armes détenues par les gangs.

Qui ne se souvient pas de l'appel *Haiti is open for business ?* C'était le cri de ralliement pour ouvrir le pays sur les affaires criminelles. Appel qui a été chaleureusement célébré par les éditorialistes, les économistes, les statisticiens de service, qui y voyaient le début d'une ère de progrès pour Haïti. Douze ans plus tard, toutes les structures économiques du pays sont effondrées, et sur les ruines fumantes des impostures démocratiques et statistiques, émerge la criminalité triomphante. Parallèlement, durant cette période, seules les banques ont accusé une santé florissante, qui, étonnamment, a été célébrée par de nombreux analystes : Patrick Saint Pré ([7]) ; Dieudonné Joachim ([8]) ; Jean Saint-Vil ([9]). Alors même que cette santé financière semblait aller à l'encontre de la cohésion sociale. Mais, insignifiants de nature, certains publicistes allaient même jusqu'à dire que c'était le génie managérial des bâtisseurs de fortune et l'innovation des processus bancaires, sous l'impulsion des technologies de la finance, qui expliquaient la réussite des banques, alors même que tout le pays était en faillite. Une once d'intelligence critique eut suffi pour demander, mais si tout le pays est en faillite, si toutes les activités sont effondrées et que seule la criminalité nationale et transnationale prospère, quels clients et quel portefeuille d'affaires assurent la réussite financière des banques ? Une once d'intelligence statistique eut suffi pour prouver qu'il y avait une synchronisation dans le rythme de croissance des activités criminelles et des activités bancaires, faisant rimer dans la mémoire collective Gangs et Banques.

Et de fait, sur les listes des

suite à la page(16)

Wanament : otorite lasante yo konfiske plizyè sachè san!



Otorite Ministè Sante Piblik ak Popilasyon (MSPP) fè konnen nan yon nòt, yo sezi plizyè sachè san nan minisipalite Ouanaminthe semèn sa a. Anpil ladan yo kontamine ak viris SIDA epi ak epatit B.

Daprè nòt ministè a, sachè san sa yo pa soti ni yo pat janm teste nan Pwogram Nasyonal Sante Transfizyon an (PNST/MSPP) ki se òganis regilasyon nan zafè tès san sa yo.

Devan danje sa a, ministè a raple pèsonn pa gen otorizasyon pou achte oswa resevwa pwodui san nan okenn peyi etranje tankou san, globil wouj ak derive yo pou antre Ayiti. Nòt la kontinye pou di: MSPP mande popilasyon an pou l rete vijilan, e li mande pèsonèl medikal yo tcheke ak anpil atansyon tout sachè san yo ansanm ak derive yo anvan yo sèvi ak yo sou malad yo.

RENAGSANG sot konplete yon vwayaj konsyantizasyon sou don san nan Sidès la



Kèk manm Rezo Nasyonal Gwoup San Negatif Rhesus (Renagsang)

Rezo Nasyonal Gwoup San Negatif Rhesus (Renagsang) sot konplete yon toune konsyantizasyon sou don san nan Sidès la. Sou direksyon Konsèy Nasyonal Sosyete Sivil Ayiti a (CNSCA), yon delegasyon Renagsang te ale nan Jakmèl soti 22 pou rive 26 oktòb nan kad yon vwayaj nasyonal li te kòmanse an Jiyè 2022.

Pandan sejou li nan vil la, kowòdonatè òganizasyon an te fè plizyè rankont, pami yo youn ak yon manm konsèy vil la, Majistra Lourdie César, ansanm ak medya lokal la nan yon konferans pou laprès. Yon seyans diskisyon te fèt tou ak reprezantan divès òganizasyon nan objektif pou eksplore pwoblèm disponiblite san nan depatman an.

Delegasyon an te vizite tou e te kominike avèk manadjè Estasyon Transfizyon San Jakmèl la, ki chita andan lopital Saint-Michel la. Reyinyon sa a te pèmèt ofisyèl Renagsang yo konprann difikilte ki gen rapò ak operasyon PTS la, dapre yon nòt Renagsang.

Kanpay sa a se te yon opòtinite pou fè popilasyon Sidès la sonje nesesite pou yo patisipe nan aktivite ki vize kolekte san. Nan kontèks san kontamine ki soti nan Repiblik Dominikèn, li pi plis pase nesesè pou ranfòse kapasite fonksyonman divès estasyon transfizyon nan peyi a pou asire tout sachè san yo pa kontamine epi disponib nan bonjan kalite pou popilasyon an.

Yon dezyèm ansyen sòlda Kolonbyen kondane pou zak sasinay sou prezidan Jovenel Moïse



Aprè Palacios, yon lòt ansyen ofisye militè Kolonbyen Germán Alejandro Rivera fenk kondane avi nan prizon vandredi 27 oktòb 2023 a Ozetazini. Kriminèl sa a te alatèt yon kòmandman 20 mèsenè ki te antre Ayiti vin touye prezidan peyi a lakay li jou ki te 7 jiyè 2021.

L'Interview de Gacheke Grachihu avec le journal brésilien Brasil de Fato



Gacheke Gachihi, responsable du Centre de justice sociale Mathare à Nairobi, Kenya Photo : Pedro Stropasolas

Par Pedro Stropasolas

« L'envoi de policiers en Haïti n'était pas une décision du Kenya, c'était celle d'un président réactionnaire », déclarent les dirigeants populaires du pays.

La Cour suprême du Kenya a temporairement interdit le déploiement des forces de sécurité en Haïti. La mission internationale avait été approuvée par les Nations Unies au début du mois. La décision de la Cour suprême, prolongée le 24, fait suite à la pression des mouvements populaires et à un procès intenté par le leader de l'opposition Ekuro Aukot, qui affirmait que le déploiement des forces de police était inconstitutionnel.

Pour mieux comprendre cette problématique, Brasil de Fato s'est entretenu avec Gacheke Gachihi, leader du Mathare Social Justice Center, un mouvement populaire situé dans la zone urbaine de Nairobi, capitale du Kenya, et qui articule d'autres mouvements populaires dans le pays. L'organisation milite pour les droits humains, la justice sociale, le droit à l'eau et participe également à la lutte pour la transformation démocratique dans ce pays africain.

Les mouvements populaires haïtiens manifestent depuis des mois contre une nouvelle intervention militaire dans le pays. Cette position est motivée par l'évaluation négative de l'héritage de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (Minustah), dirigée par le Brésil entre 2005 et 2017 et qui a contribué à l'affaiblissement de l'État haïtien et à la dépendance économique étrangère.

L'interview dans toute son intégralité :

Brasil de Fato : Que se passe-t-il au Kenya ? Que pouvez-vous nous dire sur la mission militaire conçue par le président William Ruto en Haïti ?

Gacheke Gachihi : La situation dans laquelle se trouve le Kenya est horrible. Un nouveau régime a pris le pouvoir dans le pays il y a près d'un an. Le président est un réactionnaire. Il a été élu par les Églises évangéliques, la droite chrétienne et les fondamentalistes. C'est un néolibéral. Ce président, William Ruto, n'est pas très différent de Bolsonaro. Ils viennent du même milieu politique et historique. Et il a été coopté par l'impérialisme américain pour travailler pour eux.

Le Kenya a son histoire avec les forces impérialistes. Nairobi est comme une arrière-cour de l'impérialisme. Nous venons d'une colonie britannique et nous bénéficions d'une grande influence militaire américaine au Kenya.

Ainsi, la position du président consistant à envoyer un millier de policiers kenyans en Haïti n'était pas une décision du Kenya, c'était une décision d'un président réactionnaire, et cela était clair lorsqu'il s'est rendu à la réunion de l'ONU, l'Assemblée générale. Il a déclaré qu'il enverrait un millier de soldats en Haïti en réponse à ce qui s'y passait. Mais le problème d'Haïti est un problème des États-Unis, qui ont amené la violence armée en Haïti. C'est une crise de l'impérialisme qui a conduit à la violence en Haïti.

Haïti et l'Amérique latine entretiennent un lien très puissant en raison de la révolution haïtienne qui a inspiré Simón Bolívar. Nous nous sentons donc très mal, en tant que Kenyans et Africains, d'avoir un président réactionnaire qui a pris cette décision.

Dans notre Constitution, le président n'a pas le mandat d'envoyer l'armée ou la police dans un autre pays sans l'approbation du Parlement. Et cette décision n'a pas été adoptée par le Parlement. De plus, un parti avec lequel nous avons une alliance, qui travaille avec nous et s'organise autour de ce sujet, et des camarades des mouvements de défense des droits de l'homme sont allés en justice et ont obtenu l'ordre de cesser d'envoyer des policiers en Haïti si nous ne le faisons pas. Parlement, après ce que dit la Constitution. La décision du président est inconstitutionnelle. Cela n'est pas soutenu par la loi kenyane.

C'est une initiative populiste de ce président et il l'a défendue à New York, à l'Assemblée générale de l'ONU. Il y a également eu une protestation et une pétition au Kenya affirmant que cette décision était une mauvaise décision et que le président William Ruto agissait comme une marionnette des États-Unis.

Et beaucoup de gens sont heureux de voir les Haïtiens manifester aux États-Unis et condamner les actions du président kenyan William Ruto, qui est une marionnette des forces impérialistes. Et la décision que vous avez prise n'est pas la nôtre.

Brasil de Fato : Gacheke, y a-t-il environ un millier de policiers au total ?

Gacheke Gachihi : Oui, mille. Et ce qui suit se produit. Lorsqu'il y a une crise de l'impérialisme, ils utilisent les pays du tiers monde pour nettoyer leurs dégâts. Nous sommes contre cela. C'est pourquoi nous menons une protestation, une campagne et une pétition contre cette décision, déjà désavouée par notre Justice et notre Parlement.

Brasil de Fato : Pourquoi cette mission est-elle si intéressante pour les États-Unis ? Que pouvez-vous dire de cette relation entre les États-Unis et le Kenya ?

Gacheke Gachihi : Le Kenya est un État client des États-Unis. C'est pourquoi ils veulent utiliser le Kenya et ils ont déjà utilisé d'autres pays pour créer des machines et combattre comme en Irak ou en Libye. C'est la même chose. Maintenant, ils demandent directement si nous pouvons envoyer notre police pour accomplir cette tâche en Haïti. Ils procèdent toujours de la même manière. Ce sont des appendices de l'impérialisme : militarisation, fascisme. Et le problème d'Haïti est une création américaine. Maintenant, ils viennent vers nous.

Le Kenya n'est que l'un des pays où la police participe à une formation militaire pour procéder à des exécutions illégales. Cela se produit également au Brésil, où la police assassine de nombreux pauvres. La même chose se produit au Kenya, ce sont des exécutions illégales. La police est formée par Israël et les États-Unis. Pourquoi les entraînent-ils ainsi ? Pour qu'ils soient connectés et puissent être envoyés, car ils ont été formés par eux. Ce n'est pas différent de ce que font les États-Unis en Colombie.

C'est le même manuel qui utilise la violence d'État pour tenter de résoudre les problèmes politiques qu'elle crée. Parce que le problème d'Haïti est une création américaine. Et ce n'est pas une question qui nécessite une solution militaire.

Le problème d'Haïti nécessite des solutions politiques. Mais précisément parce que les États-Unis ne veulent pas quitter Haïti et résoudre le problème politique de la construction d'institutions démocratiques, de l'économie et du pays, ils décident de créer un conflit militaire, un conflit policier en Haïti. Et ainsi continuer à créer du sectarisme et de la violence.

C'est la même chose qu'ils font depuis de nombreuses années en Amérique latine, en Colombie, au Guatemala, au Salvador. C'est la même chose. Le scénario est le même. C'est ce qu'ils font.

Brasil de Fato : Les mouvements populaires ont protesté contre cette mesure et ont joué un rôle central dans le blocage du déploiement des troupes. Quelle est la relation entre le gouvernement et les mouvements au Kenya ?

Gacheke Gachihi : Le Mathare Social Justice Centre dirige des mouvements sociaux au Kenya parce que nous sommes situés en périphérie, dans les bidonvilles, dans des quartiers informels. Nous documentons des cas d'exécutions illégales depuis sept ans.

Le gouvernement n'est donc pas content parce que nous pétitionnons, protestons et marchons, et nous écrivons également des lettres à la communauté internationale pour dire que la décision de ce gouvernement n'est pas différente de ce qu'il fait à notre peuple. Et nos policiers sont les pires possibles parce qu'ils sont violents, ils sont un outil d'oppression.

Et comme je l'ai dit, elle a également été formée par les États-Unis et Israël pour mener des exécutions et des activités policières illégales. Ils ne nous aiment pas parce que nous documentons les violations des droits de l'homme. Mais nous bénéficions toujours du soutien populaire et cette décision a été rejetée par de nombreuses personnes. Sur Internet, de nombreuses personnes ont écrit que c'était une mauvaise décision.

En outre, il y aura notre protestation et notre campagne contre la décision. L'État kenyan n'a jamais été de notre côté. Il sape toujours notre travail et, même maintenant, il a préparé une lettre disant que nous devrions cesser de défendre les droits de l'homme et de documenter ces violations.

Ainsi, la question d'Haïti a été la cible de critiques au Kenya de la part de nombreux mouvements sociaux, forces politiques et partis. C'est une alliance puissante qui s'oppose à cette décision. Et les choses ne resteront pas ainsi.

Ce que nous pouvons dire, c'est qu'il est important d'avoir une demande unifiée de solidarité entre Haïti, le MST et les mouvements sociaux du Kenya, pour lancer une campagne internationale qui dénonce non seulement cette décision, mais aussi la manière dont les États-Unis utilisent les pays du tiers monde comme le Kenya pour former et créer des mécanismes destinés à déstabiliser d'autres pays.

Brasil de Fato : Pour conclure, pensez-vous que le président kenyan échouera dans cette mission ?

Gacheke Gachihi : Vous ne réussirez pas. Tout d'abord, elle a été répudiée au niveau international et national. Les institutions démocratiques du Kenya ont déjà cessé d'envoyer des policiers en Haïti. Il y aura une résistance à la mission tant au niveau local qu'international. Et ce que je peux demander, c'est que les mouvements sociaux mènent une campagne internationale contre cela, tant à l'Assemblée des Nations Unies qu'en Afrique, en Afrique de l'Est et dans notre pays.

Nous avons besoin que les mouvements d'Amérique latine soient conscients du fait que les États-Unis utilisent la police et l'armée pour générer de la violence, assassiner des militants et commettre des exécutions illégales.

Nous avons besoin que des mouvements se joignent à ceux d'Afrique pour rejeter cette mission, car les mêmes tactiques et stratégies que les États-Unis ont déjà utilisées en Amérique latine sont désormais utilisées en Afrique, à commencer par cette mission en Haïti.

Plus les mouvements en Amérique latine comprennent le rôle de l'armée et de la police américaines dans le démantèlement de leurs propres mouvements et forces démocratiques et dans le renversement des gouvernements de la région. Ce sont des exemples identiques, le manuel est le même au Guatemala, au Salvador, au Brésil, en Colombie. Tout de même. C'est pourquoi nous devons marcher ensemble.

Édition : Nicolau Soares
Brasil de Fato 27 octobre 2023

« L'État haïtien est l'ennemi du peuple haïtien » une déclaration de Carlos Francisco Bauer *!t



De gauche à droite : le philosophe argentin et historien Carlos Francisco Bauer interviewé par Fausto Rosario Adames

Le philosophe argentin et historien Carlos Francisco Bauer a déclaré que l'État haïtien est l'ennemi du peuple haïtien, et que dans l'actualité des conditions d'insécurité et de désastre institutionnel dans ce pays, l'histoire héroïque du peuple haïtien est niée, qui est toujours solidaire avec la cause de la liberté, qui a porté sur Simón Bolívar et le Mexique dans ses processus d'indépendance, et qui a été le peuple qui a lancé le créolisme et le concept de la négritude avec la liberté dans tout le monde, de ses processus révolutionnaires comme le premier peuple noir qui a rompu les chaînes de l' esclavage.

Bauer a expliqué que les intellectuels haïtiens ont toujours été conscients de la cause de la liberté, notamment Jacques Roumain, fondateur du Parti de la Communauté Haïtienne et créateur d'institutions ethnographiques et culturelles qui ont beaucoup contribué au thème de l'identité du peuple haïtien. D'autres intellectuels qui ont amené Jacques Stéphen Alexis, Jean Price Mars et Gérard Pierre Charles, entre autres.

Il a expliqué que la population haïtienne était affectée par l'eurocentrisme, que le lecteur copiait certaines des formules de gouvernance des puissances européennes asservies, mais qu'à part ces erreurs en arrière-plan, il y avait des conclusions plus positives sur le créolisme haïtien et ses rêves ancestraux à démontrer le voyage contre l'esclavage et la liberté.

Il a valorisé les apports du vaudou, en tant que philosophie et théologie de la libération, elle-même liée à la théologie chrétienne, et a déclaré que tout au long de son histoire, le vaudou était une sorte de thérapeute interne de l'âme haïtienne.

Il a expliqué que le créole est un idiome qui a un ton qui unifie tous les haïtiens, et qu'un processus fondamental du français, contient de petites particules de nombreux autres idiomes, et sert aux haïtiens comme un hybride, un métissage, qui pèse sur cela. C'est un bon peuple quand ils sont mentionnés et le souhait est écrit dans le mauvais esprit, tout comme une personnalité comme Mère Teresa de Calcuta, qui considère le souhait comme le démon.

*Carlos Francisco Bauer a été interviewé par le périodique Fausto Rosario Adames, dans son émission ¿Y tú…qué dices ? (Et toi…Que dis-tu ?) qui est divulgué quotidiennement via la chaîne AcentoTV.

Acento TV 18 Octobre 2023

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Barbara A. Feinsteina, Sous-Secrétaire adjointe aux Affaires caribéennes et d'Haïti

Par Catherine Charlemagne

(3e partie)

Le vendredi 4 août 2023, la Sous-Secrétaire adjointe aux Affaires caribéennes et d'Haïti, Mme. Barbara A. Feinsteina, s'était montrée très optimiste sur la présentation de la Résolution autorisant Nairobi à prendre le leadership de la force multinationale à Port-au-Prince sous l'œil bienveillant de l'Oncle Sam. « *Les États-Unis sont prêts à présenter une résolution en ce sens. Nous nous réjouissons de travailler avec nos partenaires au sein du Conseil de sécurité à cette fin. D'ici le 15 août, l'ONU va produire un Rapport sur la sécurité. Tout cela va, sans aucun doute, influencer la manière dont cette force va être déployée. On continue de travailler avec des membres du Conseil de sécurité et d'autres pays à travers le monde pour essayer d'assurer l'adoption de cette résolution. On est optimiste sur les chances de voir passer cette résolution mais on va continuer de travailler de près avec nos partenaires pour y parvenir. Nous avons vu des déclarations de soutien de la part des Bahamas, de Trinidad-et-Tobago, de la Jamaïque, du Chili, du Canada, du Royaume-Uni, de la République Dominicaine et de l'OEA.*

Je crois qu'il y a un vaste soutien pour résoudre cette crise sécuritaire en Haïti » avait avancé la Responsable du dossier Caraïbes et d'Haïti au Département d'Etat américain. Pour être sûre de ne pas passer à côté, Barbara A. Feinsteina disait que les Etats-Unis ne négligeront rien pour obtenir le feu vert de l'ONU. *« On continue d'essayer de discuter de ce à quoi doit ressembler ce soutien. On discute avec les différentes agences du gouvernement des États-Unis. On attend encore les évaluations du Kenya. Si c'est le Kenya qui prend la tête de cette force multinationale, ce sera à lui d'identifier, en consultation avec l'ONU, quels sont les besoins et quel devra être le caractère de cette force. Avant d'avoir toutes ces données pour donner des détails sur notre contribution, on peut vous dire qu'on a l'intention de soutenir de manière très forte et solide cette initiative. On va soutenir ce processus, de la meilleure façon que l'on peut. Que ce soit en personnel, en équipements, en formation, en financement ou d'autres assistances en nature »*, avait confirmé l'officielle américaine le 4 août 2023. Mais, le bras de fer s'annonçait plus laborieuse que l'espérait Washington.

Dans l'attente de la présentation de la Résolution des Etats-Unis, devant l'ONU, en Haïti, une pléiade d'organisations, d'acteurs politiques et de la Société civile ont pris la plume et se sont adressés directement à la Russie et chose plus étonnante à ...l'Union africaine pour dire leur désaccord à la venue de ce qu'ils appellent : une force d'occupation. Dans deux courriers séparés, un adressé à l'ambassadeur Vitalie Tchourkine, Représentant de la Fédération de Russie auprès du Conseil de sécurité des Nations-Unies et un autre à l'Union africaine à Addis-Abeba en Éthiopie où siège cette institution Panafricaine, les signataires ne sont pas allés avec le dos de la cuillère pour dire ce qu'ils pensent de cette force dite multinationale, son objectif réel et surtout pour s'opposer à la présence kenyane en tête de gondole dans une affaire où ils ne servent qu'à apporter la serviette.

« Pour préparer l'opinion publique nationale et internationale à accepter l'inacceptable, le gouvernement de facto actuel et les gangs armés sont activement et quotidiennement mobilisés en vue d'aider à renforcer le chaos fabriqué devant servir de justification à l'occupation. Nous tenons à vous informer que la demande illégale d'une intervention militaire qui sert de prétexte au Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, et à l'Administration Biden a été formulée par un gouvernement haïtien de facto et décrié. Ce gouvernement est prêt à tout pour assurer son maintien au pouvoir et continuer ainsi à opprimer le peuple haïtien au profit de ses supporteurs internationaux, ses patrons pour lesquels il travaille.

L'envoi en urgence sur le terrain d'une Commission d'enquête indépendante incluant, entre autres, des représentants de la Russie et de la Chine pour une évaluation d'abord du niveau de complicité entre les gangs armés, le Core Group et le pouvoir en place et ensuite pour une évaluation de ces dix-huit années d'accompagnement de l'ONU ayant conduit à la situation chaotique actuelle. "Vous avez donc un rôle crucial à jouer en refusant la voie de la complicité dans la déstabilisation d'Haïti et en vous opposant, pour le plus grand bien de notre pays, au projet criminel américano-onusien d'occupation » ont, entre autres, écrit plus d'une centaine d'organisations, d'acteurs politiques et de la Société civile dans les deux correspondances. Entretemps, le dimanche 20 août 2023, une forte délégation kenyane était arrivée à Port-au-Prince en vue de faire une première évaluation de la situation sur le terrain.

Dirigée par un haut fonctionnaire, l'ambassadeur Georges Orina, Directeur général des Affaires bilatérales et politiques au Ministère des affaires étrangères et de la diaspora du Kenya et secondé par le Sous-Inspecteur général de la police, Noor Gabow, dès son arrivée, l'équipe était à pied-d'œuvre. Les premières déclarations du chef de la Mission ont été simples et se voulaient apaisantes « *Nous sommes là pour évaluer les besoins de la Police Nationale d'Haïti, mieux comprendre la situation et faire de notre mieux pour venir en aide au Peuple Haïtien »* devait affirmer Georges Orina. Avant d'atterrir dans la capitale haïtienne, la délégation avait fait un détour par New-York au siège des Nations-Unies. Au bord du fleuve Hudson, les kenyans ont eu une série de rencontres avec divers pays et agences impliqués dans le dossier haïtien, notamment, les Etats-Unis, la France, le Canada, l'Equateur et travaillant justement sur la Résolution que devraient présenter les américains au Conseil de sécurité à la mi-septembre 2023 pour le déploiement de la force multinationale sous le leadership du Kenya.

Les missionnaires kenyans ont rassuré les autorités haïtiennes sur leur démarche qui, semble-t-il, a été bien comprise par la Communauté internationale et par le gouvernement de Nairobi.

Les 21, 22 et 23 août 2023 ont été des journées de marathon pour toutes les parties et pour la Délégation kenyane arrivée la veille en Haïti. Très tôt, ce fut un chassé-croisé dans les rues de Port-au-Prince et de Pétion-Ville avec diverses délégations haïtiennes invitées par la Mission kenyane souhaitant acquérir le maximum d'informations sur la crise politique et sur la situation sécuritaire chaotique qui paralyse totalement le bon fonctionnement de la vie dans la Cité. Le Premier ministre et les ministres concernés, le haut Etat-major de la police nationale, les membres du Haut Conseil de la Transition (HCT), les diplomates les plus impliqués, le CSPJ (Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire), des chefs de partis politiques ont eu des discussions avec les membres de la Mission.

La Délégation kenyane n'avait pas chômé et essayait de ne pas faire de jaloux, histoire de plaire à tout le monde dans un dossier qui, le moins que l'on puisse dire, sent le soufre, tant qu'il est sensible sur le plan politique. « Ils sont venus sur le terrain voir de par eux-mêmes la nature profonde du problème. Ils ont cherché à savoir de quoi la Police nationale a exactement besoin et de quoi elle dispose, ce afin de déterminer de quoi ils auront besoin pour venir en Haïti » rapportait le journal *Le Nouvelliste* du 22 août 2023 qui cite une source diplomatique. Les kenyans et les promoteurs du déploiement de cette force militaro-policière internationale n'ignorent point l'hostilité d'une majorité d'Haïtiens à la présence des soldats étrangers sur le sol national. Plusieurs déjeuners de travail ont été organisés avec le Corps diplomatique, le haut Etat-major de la police, des membres du gouvernement et la Délégation durant lesquels les Haïtiens ont exprimé leurs attentes et les kenyans, le rôle que les policiers et soldats de la force multinationale auront à jouer une fois débarqués sur le terrain. Un théâtre d'opérations qu'ils savent miné au propre comme au figuré par des milliers d'armes que détiennent des dizaines de groupes armés qui ne vont pas se laisser désarmer sans se défendre, pour certains, jusqu'à la mort.

Après sa première rencontre avec la Délégation kenyane, le gouvernement haïtien, à travers un Communiqué du Ministère de la Communication, a livré sa version « La Délégation a rencontré le gouvernement haïtien, le Haut Conseil de la Transition, le Haut Etat-major de la Police nationale et le Corps diplomatique. Cette première visite d'évaluation s'inscrit dans la perspective du support pour le renforcement des capacités de la Police nationale demandé par l'Exécutif haïtien en octobre 2022 et réitéré par le Premier ministre Ariel Henry, en juin 2023, dans une nouvelle correspondance adressée au Secrétaire général des Nations-Unies. Le Premier ministre Ariel Henry a explicité la demande haïtienne qui est d'appuyer la Police nationale pour rétablir la sécurité et permettre la libre circulation des personnes et des biens. Les enseignements tirés des précédentes Missions ont permis au gouvernement et à la Communauté internationale d'avoir une approche différente et d'opter pour une force multinationale plus adaptée afin d'apporter un soutien effectif à la PNH et de permettre à Haïti d'avoir une force de police plus à même de faire face aux nouvelles formes de criminalité, tout en continuant sa coopération avec le BINUH.

Le Kenya a été membre non permanent du Conseil de sécurité. Il est engagé depuis 1989 dans des Missions de maintien de la paix. Les troupes kényanes ont une longue expérience; elles ont servi au Kosovo, en Yougoslavie, à Sierra Leone, au Timor, en Somalie, au Soudan, en Angola, notamment » ont indiqué les autorités. Selon le quotidien *Le Nouvelliste* daté du 23 août 2023, l'ambassade américaine en Haïti a été au four et au moulin, omniprésente durant le séjour de la Délégation kenyane. A en croire le journal de la rue du Centre *« Le Chargé d'affaires américain Éric Stromayer est resté durant toute la journée et a pris part à toutes les discussions, au déjeuner des ambassadeurs comme à la réunion d'information du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPN) avec les Kényans. Il s'est donné à fond dans l'organisation »*. Une grande importance a été donnée au Haut Etat-Major de la police qui a pu exprimer librement ses souhaits à propos de cette force multinationale.

Outre les rencontres communes avec les autorités politiques et diplomatiques, il y eut d'autres rencontres avec les autorités policières et même, chose rare, une rencontre toute particulière avec un ancien Directeur général de la PNH dès le lundi 21 août 2023. C'est dire l'importance que les autorités et la Mission kenyane ont donnée à cette première prise de contact dite d'évaluation dans la perspective de cette intervention militaire étrangère en Haïti. La preuve de cette *d'obtenir des résultats qui, dès les premiers moments, changeront la vie des membres de la population et leur permettront de recouvrer leur liberté de circuler et d'habiter tranquillement leurs quartiers. Cette journée de travail a permis au haut commandement de la Police nationale de préciser ce qu'il voulait et attendait de l'aide qui va être fournie pour le renforcement de la Police et pour lui permettre de gagner en efficacité.*

L'une des demandes de la Police nationale, dans le cadre de cette aide, a souligné le Haut commandement, est la formation d'unités d'intervention au sein de l'institution afin qu'elle puisse faire face aux défis sécuritaires de plus en plus nombreux et garantir la stabilité du pays » laissait entendre la partie haïtienne après une rencontre entre le Haut Etat-Major de la police et le Premier ministre Ariel Henry le mercredi 23 août 2023. Pourtant, malgré cette belle unanimité entre les autorités politiques et policières suite à la première Mission du Kenya à Port-au-Prince, il y a eu tout de même une vraie incompréhension, en tout cas, un malentendu, entre les membres de la Délégation kenyane et les autorités haïtiennes sur la forme exacte que doit



L'ambassadeur Georges Orina, Directeur général des Affaires bilatérales et politiques au Ministère des affaires étrangères et de la diaspora du Kenya

attention qu'a eue la police haïtienne, juste avant le départ de la Délégation le mercredi 23 août, une dernière réunion a été organisée entre les Hauts dirigeants de la police nationale et les membres de la Mission, ce qui souligne l'importance de cette institution dans le dispositif qu'entend mettre en place le gouvernement américain à travers les policiers kenyans et le reste de l'armada.

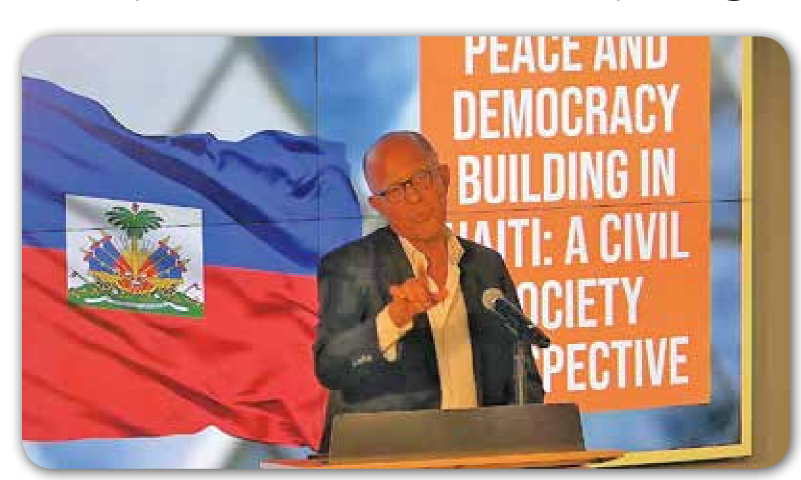
Le regard qu'ont apporté les membres de la Mission kenyane à l'institution policière lors de leur voyage en Haïti n'a point échappé, évidemment, à Frantz Elbé, le Directeur général de la PNH quand on lit le Communiqué émis par les autorités au terme de la Mission d'évaluation *« Elle a permis, entre autres, de confirmer que toutes les parties avaient la même compréhension de la Mission : elle ne sera pas là pour remplacer la Police nationale ni pour effectuer son travail, elle viendra l'aider à devenir plus performante, plus adaptée, plus en mesure de remplir sa mission de protéger et servir. Le Haut commandement de la Police se réjouit que la Police haïtienne soit présente à toutes les phases de la préparation de la Mission et soit dans la réflexion pour la meilleure articulation possible afin*

prendre cette force multinationale. Sur la route du retour à Nairobi, l'ambassadeur Georges Orina et ses collègues avaient de nouveau fait une halte aux Nations-Unies, à New-York, pour faire le point avec les véritables maîtres de l'opération.

Après les premières déclarations des kenyans qui parlaient du déploiement d'une force « statique » pour sécuriser les infrastructures gouvernementales et étatiques du pays comprenant : bâtiments stratégiques, ministères, ports et aéroports internationaux, et les principales routes du pays, autant dire pas grand-chose compte tenu du peu d'infrastructures de grandes envergures dont dispose Haïti, ce fut la stupeur ! Incompréhension même ! De quoi parle-t-on ? En fait, à Port-au-Prince, la Délégation s'est entretenue sur une confusion. Certains acteurs haïtiens parlaient de protection des infrastructures et d'autres de la sécurité du pays. Comme d'habitude, une sorte de « marronnage » où personne ne veut assumer ses responsabilités. Résultat, les kenyans n'avaient rien compris. **(A suivre)**

C.C

Why is the NED Trying to Hide its Money Trail in Haiti?



SOGEBANK's former general director Charles Clermont, one of Kafou Lespwa's co-founders, speaking at a NED-organized conference in July 2022 entitled "Peace and Democracy Building in Haiti: a Civil Society Perspective."

by Travis Ross

I recently discovered that the National Endowment for Democracy (NED) scrubbed the list of its grants awarded to Haitian "civil society" and "human rights" groups.

The NED is a political manipulation foundation created in 1983 to advance Washington's political agenda throughout the world, mostly by funding civil society organizations (CSOs) that it either concocts or co-opts.

Often referred to as a CIA cutout, the NED was described by its co-founder Allan Weinstein as doing "a lot of what …was done covertly 25 years ago by the CIA."

The NED list of grants in 2021 originally comprised 10 Haitian organizations. This is easily confirmed using Web Archive / WayBack Machine.

The webpage now lists only five organizations.

The NED deleted information regarding grants for the following organizations: The *Bureau des Droits Humains en Haiti*, *Observatoire Citoyen de l'Action des Pouvoirs Publics et des ONGs* (OCAPH), the *Bureau des Droits Humains en Haiti*, the *Reseau National de Défense des Droits Humains* (RNDDH), Défenseurs Plus (DP), and the *Cercle de Reflexion sur le Développement Economique*, later renamed *Policité*.

The deletions are not mentioned anywhere on the NED website.

In addition, the grants distributed to Haitian "human rights" organizations and "civil society"groups during 2022 have not yet been made available to the public. The original list of 10 grants during 2021 were posted to the NED website in February 2022. Assuming NED grants continue to be awarded on an annual basis, NED's website has had over seven months to post this information.

So why, instead of sharing the list of its 2022 grantees, did the NED scrub the names of half of its 2021 beneficiaries?

We posed this question to NED but did not received a response before press time.

When you Google search the keywords "NED" and "Haiti" the first four results are: the NED's scrubbed webpage listing 2021's grantees, my article October 2022 article for the Black Agenda Report (BAR) analyzing the NED's grants to Haitian organizations, a video of a NED conference (also discussed in the BAR article), and the Wikipedia page on the NED.

The NED clearly does not like the scrutiny that their grantees are receiving.

The NED funds CSOs and human rights groups who promote U.S. foreign policy

The grant information that was deleted seems to indicate that the NED is trying to hide its funding for CSOs and "human rights" groups who support U.S. foreign policy in Haiti.

Peter Hallward, author of *Damming the Flood* (the definitive account of Haiti's 2004 coup d'état), says the NED's tentacle International Republican Institute (IRI) "was part of the scheme," backing elitist, pro-military Haitian factions which overthrew the democratically elected government of President Jean-Bertrand Aristide. While the RNDDH worked with the post-coup de facto regime of Prime Minister Gérard Latortue and President Boniface Alexandre to persecute Fanmi Lavalas (FL) supporters, the "human rights" group also had a key role in framing FL leaders with allegations of politically-motivated massacres. A lengthy review of the RNDDH's role in undermining Haitian sovereignty and democracy can be read in a recent *Haïti Liberté* article on the role of its then second-in-command Marie Yolène Gilles.

Policité's Emmanuela Douyon and OCAPH's Guy Serge Pompilus both publicly support the U.S. Global Fragility Act (GFA), as does Patrick Quirk, IRI's vice-president. He formerly served on the U.S. State Department's Policy Planning staff and in its Bureau of Conflict and Stabilization Operations.

... but in October 2023 it only shows 5 grantees for 2021, and none for 2022

Manufacturing consent for the GFA through capture of *Nou Pap Domi*

Douyon is a spokesperson for *Nou Pap Domi* (We're not asleep) or NPD, a founding member-organization of the Montana Accord coalition and a signatory of the Kingston Joint-Declaration. She announced her support for the GFA at an Alliance for Peacebuilding conference on Dec. 15, 2022.

The Alliance for Peacebuilding co-leads the Global Fragility Act Coalition along with Mercy Corps. This coalition works to "ensure the successful implementation of the GFA."

Douyon previously worked for the NED's NDI tentacle. Later, she received an NED grant to found *Policité*, a "think tank" that conducts surveys and offers consultation services.

Douyon affirmed her support for the GFA by agreeing with Jeffsky Poincy's position support of the GFA at the same Alliance for Peacebuilding conference, saying that Haiti was "facing its worst security crisis." Poincy said that he was "glad Haiti is part of the GFA." Poincy was the NPD representative who signed the Kingston Joint-Declaration on Jun. 13, 2023 in Kingston, Jamaica. He is a program manager at Partners Global, a consultancy firm funded by the U.S. State Department, the Canadian government, the Open Society Foundation, and USAID.

Poincy and Douyon are two good examples of the "activist" CSO network being cultivated by NED, USAID, and The Open Society Foundation, among others, to generate "grassroots" support for Washington's hegemonic stranglehold on Haiti. USAID is already "partnering" with 250 Haitian CSOs to create the facade that Haitians agree with U.S. foreign policy. Their organizations function as political organs of imperialism in Haiti.

The U.S. State Department's Bureau of Conflict and Stabilization Operations, Patrick Quirk's former employer, created the U.S. Strategy to Prevent Conflict and Promote Stability. This document outlines the U.S. government's "Global Fragility Strategy" - the Strategy for the implementation of the GFA.

Haiti was selected to be the first "partner" under the GFA.

A GFA "partnership" between Haiti and Washington would ensure that Haiti remains under U.S. hegemony for a least a decade. Under the GFA, the U.S. government negotiates 10-year "planned security assistance" deals with foreign governments.

The GFA is designed to prevent "adversaries such as China and Russia to expand their influence." Kim Ives summed it up when he wrote that the GFA "is fundamentally a military response to China, the principal challenger of U.S. world hegemony."

NED funding for organizations such as OCAPH and *Policité* are part of an effort by the U.S. government to manufacture consent for American imperialist foreign policy in Haiti.

USAID'S facilitates funding for gatherings of Haiti's elite

In Part Two of my article "Canadian Imperialism in Haiti," I reviewed various Haitian organizations which have received NED funding. Naed Jasmin Desiré, the co-founder of *Kafou Lespwa* (which I referred to in the article), contacted me after publication. She is a lawyer who was elected to the Montana Accord's CNT (National Transitional Council). She informed me that the article contained an error.

I reported that *Kafou Lespwa* was funded by the NED. This claim was based on the moderator's opening remarks at a NED-sponsored event, in which he incorrectly identified Desiré's group as a NED "partner." She told me that it was OCAPH which invited *Kafou Lespwa* to the NED event, not NED itself.

But my discussion with her revealed more clearly how the NED and USAID support and organize funding for Haitian CSOs.

The NED does not, however, platform or promote organizations whose policies do not align with that of the United-States government. It is not a coincidence that NED-funded OCAPH promotes *Kafou Lespwa*.

I noted in my article for *Black Agenda Report* that Guy Serge Pompilus, OCAPH's senior advisor, introduced the organization's "Manifesto for an Inclusive Dialogue" at the NED conference. The Manifesto is vague and offers no concrete strategies or solutions. It does, however, point to two "orientations" it promotes for Haiti: *Kafou Lespwa* and the GFA.

So while technically the NED does not directly fund *Kafou Lespwa*, it does fund a CSO that promotes *Kafou Lespwa* as an "orientation" to "support a permanent dialogue between the different social groups, organizations, and citizens living in Haiti and abroad." In the case of *Kafou Lespwa*, the "dialogue" is almost exclusively between Haiti's economic and political elite.



The NED's website on May 25, 2022 showed 10 Haiti grantees for 2021...

The leaders of the *Kafou Lespwa* "team" are: Clifford Apaid, the son of assembly industry oligarch Andy Apaid, Jr. who headed the Group of 184; Abdonel Doudou, an NED fellow and head of Jurimedia; Fritz Alphonse Jean, the interim President elect of the Montana Accord; Joel "Pasha" Vorbe, who sits on Fanmi Lavalas' executive committee; Line Balthazar, the PHTK's president; and Paul Altidor, the Haitian ambassador to the U.S. nominated by President Michel Martelly.

Kafou Lespwa's "orientation" is clearly that Haiti ought to be ruled by political elites which are compliant with U.S. foreign policy.

USAID and "*La Grande Fondation d'Haiti*"

I also reported that *Kafou Lespwa* was founded using USAID funds. Desiré claims this is false. An analysis of the USAID report on which my reporting was based again shows that the funding is more complex and less direct than I initially proposed.

In a report titled "Haiti's New Konbit To Compete 2020" the authors explain that USAID, under its Konbit program, aimed to "educate and motivate Haiti's philanthropic community to better target and leverage their social investments." The report explains that "Konbit facilitated the creation of a formal alliance of Haitian foundations and social enterprises called *La Grande Fondation d'Haiti* (GFH)."

The GFH "played a key supporting role in *Kafou Lespwa* …a first major initiative to assemble 50 influential Haitians representing diverse civil society, private sector, and governmental interests from across Haiti's social and political spectrum to reflect on its past,- explore common ground, and commit to improving its future," the report explains.

Consequently, rather than *directly* funding the creation of *Kafou Lespwa*, USAID "facilitated" their funding by playing a central role in creating the GFH. The only donor listed by the GFH that openly cites its support for *Kafou Lespwa* is *Fondation SOGEBANK*.

Desiré claims that *Kafou Lespwa*'s team sought out their own private funders and that the GFH and USAID did not play a significant role. But the USAID report belies her claims, a discrepancy she would not address.

SOGEBANK's former general director Charles Clermont is *Kafou Lespwa*'s co-founder along with Desiré. Clermont spoke on behalf of *Kafou Lespwa* at the aforementioned NED conference. He remains associated with SOGEBANK as the treasurer of SOGESOL, a subsidiary that focuses on microfinancing for Haitian entrepreneurs.

Desiré explained to me that *Kafou Lespwa*'s funds were raised through its team's contacts, emphasizing that their credibility was the primary reason for their successful fundraising. Clermont was never mentioned by name.



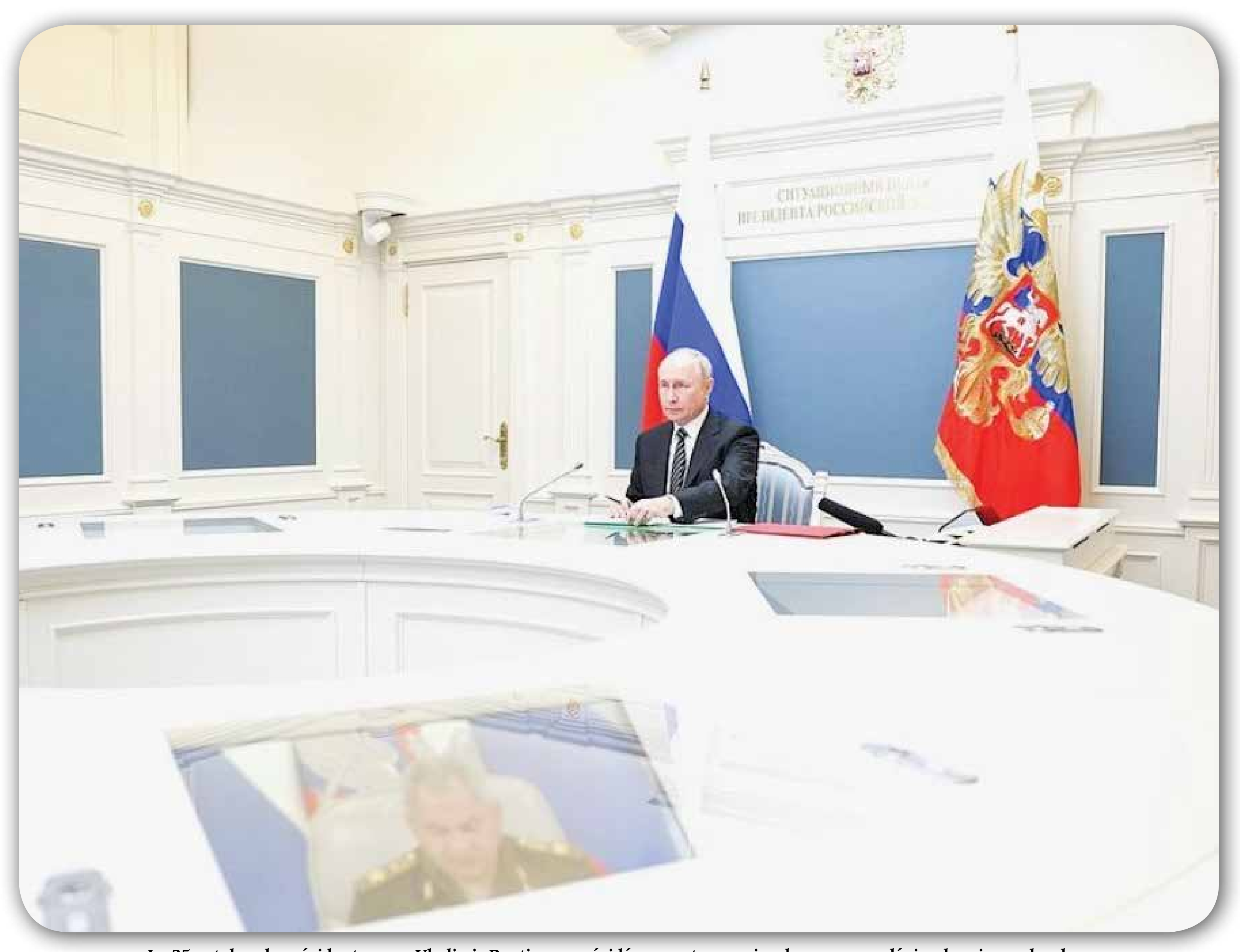
Clifford Apaid is one of Kafou Lespwa's leadership "team members." Here he poses in one of his family's garment factories in Haiti

Furthermore, Claude Apaid sits on the Board of Directors at SOGEBANK. He is the uncle of Clifford Apaid, a *Kafou Lespwa* "team member." The Apaid family's business empire – Alpha Industries – is the biggest sweatshop operator in Haiti.

Kafou Lespwa is fundamentally a networking operation for Haiti's economic and political elite, possibly foreshadowing the kind of CSOs with which USAID is "partnering" in its "Civil Society Strengthening Program," to be touched on in a moment.

suite à la page(16)

LE MAINTIEN DE LA DOMINAT
DÉSORMAIS SUR LA V



Le 25 octobre, le président russe, Vladimir Poutine, a présidé un vaste exercice de guerre nucléaire depuis son bunker.



Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a reçu le numéro deux du Hamas, Saleh el-Arouri, et le chef du Jihad islamique, Ziad el-Nakhala

Par Thierry Meyssan

Nous assistons impuissants au massacre de la population de Gaza. Déjà 8 000 morts ! Les puissances occidentales ont abandonné les civils à leur sort. Elles ne se préoccupent plus que de maintenir leur domination sur le monde. Ce qui se joue désormais à Gaza n'est plus la question palestinienne, mais l'ordre international. Après la défaite de l'Otan en Ukraine, celle d'Israël à Gaza marquerait la fin d'un monde.

Jamais, depuis trois quarts de siècle, nous n'avons été aussi prêts de la confrontation générale.

Le massacre

L'armée de l'Air israélienne continue de bombarder la ville de Gaza en rétorsion de l'attaque de la Résistance palestinienne unie (sauf le Fatah) du 7 octobre. Les bombes s'abattent sur toute l'agglomération tuant les habitants par milliers. Selon un sondage [1] réalisé en juin 2022 par le Palestinian Center for Policy and Survey Research, seuls 34 % des Palestiniens voteraient pour le Hamas contre 31 % pour le Fatah si des élections législatives avaient lieu. Les victimes des bombardements israéliens sont donc pour les deux tiers hostiles au Hamas. Simultanément, ils sont 71 % à soutenir la lutte armée contre l'occupation israélienne. De ce point de vue, ils sont 56 % à préférer Ismail Haniyeh (Hamas) à Mahmoud Abbas (Fatah).

Israël ne peut donc pas prétendre éradiquer le Hamas de cette manière, mais uniquement éliminer la population de Gaza qui lui résiste.

L'expulsion des Gazaouites

Les trois quart de l'armée de Terre israélienne stationnent toujours devant le Mur de séparation, attendant l'ordre de le franchir pour achever les survivants des bombardements. Officiellement, les États-Unis espèrent éviter un génocide en incitant Israël à la modération. En réalité, Washington sait que cette opération n'était pas initialement dirigée contre le Hamas, mais visait à résoudre la question palestinienne en expulsant toute sa population. Aussi le département d'État a-t-il proposé à l'Égypte d'annuler toute sa dette extérieure (135 milliards de dollars) si elle hébergeait et naturalisait les 2,2 millions de Gazaouites.

Pour le moment le maréchal Al-Sissi refuse. Le Caire s'en tient à la résolution de la Ligue arabe qui, après la Guerre des Six jours, avait affirmé que déplacer les Palestiniens et les naturaliser n'était rien d'autre qu'une manœuvre faussement compassionnelle pour liquider la cause palestinienne.

La faiblesse de l'armée israélienne

Depuis le début de cette guerre, ou plutôt de cet épisode d'une longue guerre, les Israéliens réalisent la faiblesse actuelle de leurs armées. Depuis 2015, la presse spécialisée évoque la décadence de Tsahal, mais ce n'est qu'en 2018 que la classe politique en a pris conscience. À l'époque, la Knesset (Parlement) a auditionné le général Yitzhak Brik. Il avait expliqué aux députés abasourdis que les soldats avaient perdu l'idée de défendre le pays, que les officiers n'hésitaient pas à mentir pour se couvrir en cas de problème et que les généraux faisaient des carrières politiques et non pas militaires. Cinq ans plus tard, non seulement rien n'a changé, mais tout a empiré.

La presse israélienne revient ces jours-ci sur les déclarations du général Yitzhak Brik selon qui les Israéliens seraient contraints de se défendre eux-mêmes, sans pouvoir espérer le secours de leurs armées, lors d'une prochaine guerre.

C'est précisément ce qui est arrivé le 7 octobre.

Le Premier ministre est allé consulter le général, le 22 octobre, mais aucun communiqué, ni déclaration, ne permettent de savoir ce que les deux hommes se sont dits. Tout au plus sait-on que le général Brik a réclamé le limogeage du directeur du Renseignement militaire (Aman) et du chef du Commandement Sud.

Et ce n'est pas tout. Pour la première fois, les adversaires de la colonisation disposent d'armes performantes. L'étude des vidéos du Hamas est sans appel. L'organisation dispose de lance-missiles antichars FGM-148 Javelin (de fabrication US) et de NLAW (de fabrication suédoise) et de lance-roquettes AT4 (de fabrication suédoise ou US). Quant au Hezbollah libanais, il dispose d'un stock impressionnant de missiles à moyenne portée qui, avec l'entraînement de ses hommes, en fait une puissance militaire performante bien supérieure à celle des États arabes.

Les armes du Hamas sont états-uniennes ou suédoises. Elles ont été achetées en Ukraine auprès d'officiers corrompus. Celles du Hezbollah proviennent d'Iran, via l'Iraq et la Syrie. Nul ne sait combien le Hamas en a.

Pour le moment, le conflit est circonscrit à la Bande de Gaza. Les Palestiniens de Cisjordanie et d'Israël ne se sont pas soulevés. Les réfugiés de Jordanie et du Liban non plus. le Hezbollah est stoppé par la résolution 1701 que ses ministres ont signé à la fin de la guerre israélo-libanaise de 2006 [2]. Il ne peut pas franchir le fleuve Litani et entrer sur le territoire israélien sans violer sa parole, ce qui, à la différence des Occidentaux, compte pour lui. Cet engagement ne tiendra plus, si Israël attaque le Liban. Aussi pour le moment, le Hezbollah se tient-il prêt, et détruit-il une à une les caméras de surveillance et les radars israéliens le long de la frontière. De la sorte, il pourra prendre l'armée israélienne par surprise s'il décide d'entrer dans la guerre.

Les Occidentaux ont choisi de sacrifier les Gazaouites

Comment ne pas être stupéfait que les États-Unis, la France et le Royaume-Uni aient, tous trois, opposé leur veto à une proposition de cessez-le-feu humanitaire immédiat ? Comment ne pas interpréter cela comme une volonté de faire encore durer ce conflit, débuté il y a 76 ans déjà ? De ce point

ION OCCIDENTALE L'EMPORTE
IE DES PALESTINIENS



Lors de son audition par la Knesset, le général Yitzhak Brik a dressé un bilan catastrophique des capacités de l'armée israélienne



La Première ministre française a défendu, le 23 octobre, une position équilibrée sur le conflit israélo-palestinien. Cependant elle a tenté de masquer le veto français à la proposition de cessez-le-feu humanitaire immédiat. Ce faisant, elle a montré qu'elle n'avait plus la main. La suite des événements échappe à son gouvernement.

de vue, l'analyse du président Recep Tayyip Erdoğan fonctionne. Devant son groupe parlementaire, il a déclaré : « Ceux qui causent le problème, bien sûr, ne veulent pas de solution », faisant allusion à la manière dont l'Empire français et l'Empire britannique ont créé la question palestinienne sans solution. « Plus la crise s'aggrave, plus elle s'enracine, mieux c'est pour leurs intérêts (…) Ils veulent que la question israélo-palestinienne s'aggrave… Ils veulent que la paix et la stabilité n'arrivent jamais dans cette région… Ils veulent que l'ombre de la guerre ne quitte jamais la Méditerranée orientale… Ils veulent que les peuples qui y vivent depuis des milliers d'années ne bénéficient pas des ressources de ces terres… Ils veulent que leur système d'exploitation fondé sur le sang, la persécution et les larmes se poursuive… C'est à cela que nous nous opposons. Nous refusons ce système d'exploitation dont tous les peuples de la région, musulmans, chrétiens et juifs, paient le prix ».

C'est tellement honteux que la Première ministre française, Élisabeth Borne, s'exprimant à la tribune de l'Assemblée nationale, a accusé la propagande russe d'avoir imputé à tort à la France d'avoir opposé son veto à une proposition [russe] de cessez-le-feu humanitaire immédiat… citant la proposition brésilienne, qu'elle a [par contre] votée. Il y a en effet eu deux propositions différentes : la russe se bornant à la stricte neutralité qu'impose une action humanitaire, présentée lors d'une session à huis-clos le 17 octobre, et la brésilienne condamnant le Hamas pour ses actes de barbarie, présentée lors d'une session publique le 25 octobre.

La France n'avait pas eu recours au veto depuis 1976 (pour poursuivre sa colonisation de Mayotte), mais cette fois elle l'a utilisé ainsi que l'a reconnu son représentant permanent au Conseil de sécurité, Nicolas de Rivière. La résolution brésilienne était inapplicable car condamnant une des parties. La France le savait en la votant.

La fin de l'Occident

Il y a cependant une autre explication. Les États-Unis ont d'abord appelé Israël à la modération. Puis, ils ont acheminé deux groupes navals sur place et établi un pont aérien avec 97 avions de transport pour acheminer quantité de munitions sur place (en Israël, mais aussi en Jordanie et à Chypre). Enfin, ils ont bombardé des milices pro-iraniennes en Iraq et en Syrie. Washington a réfléchi aux conséquences possibles d'une défaite israélienne à Gaza après la défaite de l'Otan en Ukraine. L'Occident ne serait plus craint. Toutes les règles imposées en dehors du Droit international seraient subitement remises en question. Tous les peuples que l'Occident maintient en enfance depuis des siècles, voire exploite sans vergogne, se révolteraient. Ce serait un changement complet d'époque.

La rancœur accumulée depuis des décennies laisse prévoir une sauvagerie incontrôlable dans cette révolte comme celle dont le Hamas a déjà fait preuve. Aussi les grandes puissances occidentales ont-elles décidé de fermer les yeux sur le massacre en cours. Elles ont conscience de permettre et de faciliter un génocide, mais redoutent plus encore de devoir rendre des comptes pour leurs crimes passés et actuels.

Ce qui se joue à Gaza n'est donc plus la question palestinienne, mais la suprématie occidentale, le règne de ses règles, et les bénéfices indus que les Occidentaux en tirent.

La tension n'a jamais été aussi forte depuis la Seconde Guerre mondiale. La Russie en a conscience et se prépare à une possible guerre nucléaire. Depuis le début de la guerre à Gaza, elle a conduit deux exercices militaires de grande ampleur avec tirs de missiles balistiques intercontinentaux. Il ne s'agit plus d'un jeu. Elle a simulé la mort d'un tiers de sa propre population et la transformation d'une partie de son territoire en zone interdite du fait des retombées atomiques.

Notes

[1] « Public Opinion Poll No (88) », Palestinian Center for Policy and Survey Research, June, 2022.

[2] L'Effroyable imposture 2. Manipulations et Fake News, Thierry Meyssan, Demi-Lune (2007). L'ouvrage est entièrement consacré à la guerre de 2006

Réseau Voltaire | Paris (France) | 27 octobre 2023

Panama : Les syndicats protestent à nouveau contre les concessions minières de cuivre



Le peuple est dans la rue pour défendre la souveraineté… face à un contrat qui renonce à l'autodétermination, dévastant l'environnement pour voler les ressources

Par Tanupriya Singh

Le 25 octobre, les manifestations se sont poursuivies au Panama pour rejeter un contrat d'exploitation du cuivre signé entre le gouvernement et la multinationale canadienne First Quantum Minerals (FQM).

Le 20 octobre, le Congrès panaméen a approuvé un projet de loi accordant à la filiale locale de la FQM, Minera Panamá S.A., l'autorisation d'exploiter Cobre Panamá, la plus grande mine de cuivre à ciel ouvert du pays. Bien que les manifestants se soient rassemblés dans les rues devant le Congrès pour protester contre le projet de loi, celui-ci a été promulgué le même jour par le président Laurentino Cortizo.

Au cours du week-end, le Syndicat national des travailleurs de la construction et des industries connexes (SUNTRACS) a appelé les forces populaires et les syndicats de tous les secteurs à se mobiliser et à exiger l'annulation du contrat. « *Le peuple est dans la rue pour défendre la souveraineté… face à un contrat qui renonce à l'autodétermination, dévastant l'environnement pour voler les ressources* », a déclaré le secrétaire général de SUNTRACS, Saúl Méndez.

La loi 406, déjà en vigueur, accorde à la FQM une concession de 20 ans pour ses opérations à Cobre Panama, renouvelable pour 20 ans supplémentaires. La mine est située dans la jungle panaméenne, sur la côte caraïbe, à moins de 300 kilomètres de Panama City.

Le contrat de concession de plusieurs millions de dollars, qui serait le plus gros investissement privé de l'histoire du Panama, a été conclu par la FQM et le Panama en mars. Depuis lors, les syndicats, les groupes indigènes et les mouvements sociaux ont organisé plusieurs séries de manifestations pour dénoncer les termes de l'accord, soulignant les menaces qui pèsent sur l'environnement, les droits des communautés indigènes et la souveraineté du pays.

Parmi les termes qui ont conduit à la condamnation figurent l'autorisation accordée à la FQM d'acquérir et même d'exproprier des terrains et le manque général de transparence et de consultation publique adéquate par rapport au contrat. De plus, la FQM s'est vu accorder le droit de construire une centrale électrique, une usine de transformation et même un port international pour fournir des services qui seront payants mais dont le bénéfice ne reviendra pas au gouvernement panaméen.

Les clauses précédentes qui auraient permis à FQM de restreindre l'espace aérien du pays et d'étendre ses opérations au-delà du cuivre pour inclure l'or et l'argent ont ensuite été supprimées.

En 2022, le gouvernement a fermé les opérations de la FQM à Cobre Panamá suite à l'échec de négociations fiscales. Cela s'est produit peu de temps après que la Cour suprême du Panama a ratifié en 2021 une décision rendue par un tribunal inférieur qui avait déclaré inconstitutionnelle la concession minière initiale accordée à Minera Panamá jusqu'en 2037.

Quelques années plus tôt, la Cour suprême de justice (CSJ) avait déclaré inconstitutionnelle la loi qui avait régi la concession d'exploitation de Panama Copper en 1997. Malgré cette décision, la FQM a débuté la production commerciale de la mine en 2019.

Aux termes du nouveau contrat, le Panama recevra un minimum de 375 millions de dollars par an en redevances minières. Comme le rapporte MINING.COM, le gouvernement aurait demandé de 2 % des 3,2 milliards de dollars qu'elle a obtenus en ventes de la mine Cobre Panamá.

On estime que la FQM ne versera que 5 % de ses bénéfices en redevances. On estime que Cobre Panamá possède 3,1 milliards de tonnes de réserves de cuivre.





Manifestation du Syndicat national des travailleurs de la construction et des industries connexes (SUNTRACS)

des redevances comprises entre 12% et 15% des bénéfices bruts de la mine, contre 2% précédemment convenus. Par exemple, en 2021, la FQM a versé au gouvernement panaméen 61 millions de dollars en redevances, ce qui représente moins Les manifestants affirment que les paiements versés au gouvernement sont insuffisants, compte tenu notamment de la menace environnementale que représente l'exploitation minière à ciel ouvert.

suite à la page(15)

Comment l'URSS a aidé le Viêt Nam du Nord dans la guerre contre les États-Unis



Des avions américains détruisent les positions du Viet-Cong avec du napalm, 1965



Un char T-54 au Vietnam

Par Boris Egorov

Grâce aux équipements militaires et aux missiles antiaériens soviétiques, les Américains ont perdu jusqu'à deux mille avions et drones dans le ciel du Nord Viêt Nam.

Le 5 août 1964, l'aviation américaine a pour la première fois lancé des frappes aériennes sur le territoire de la République démocratique du Viêt Nam (RDVN ou Nord Viêt Nam). Six mois plus tard, les États-Unis lançaient l'opération Thunderclap, déclenchant ainsi une véritable guerre aérienne contre ce pays asiatique.

La raison de ces bombardements massifs et réguliers était les activités subversives menées par la RDVN communiste dans le Sud Viêt Nam pro-américain. Hanoï supervisait et soutenait activement la guérilla locale (le Viet-Cong), qui parvenait à ébranler le régime en place.



Un char T-54 au Vietnam

Washington ne pouvait pas permettre la chute de son allié et l'expansion de l'influence du communisme en Indochine. Dans le même temps, les Américains craignaient d'entraîner dans le conflit l'URSS et la Chine, et ont donc abandonné l'idée d'une invasion terrestre du Nord Viêt Nam.

Toutefois, l'URSS n'avait pas l'intention de rester à l'écart. Elle a immédiatement commencé à livrer du matériel militaire à la RDVN et a envoyé ses spécialistes militaires pour aider l'Armée populaire vietnamienne.

Une assistance globale

Le matériel soviétique arrivait au Nord Viêt Nam démonté à bord d'avions de transport, sur des navires ou par les chemins de fer chinois. Au total, Hanoï a reçu 95 systèmes de missiles sol-air, plus de 5000 canons antiaériens, plus de 500 avions de combat et de transport, 120 hélicoptères et 2000 chars.

Pendant toute la durée du conflit, environ 10 000 spécialistes militaires soviétiques se sont rendus au Viêt Nam du Nord : tankistes, pilotes, techniciens de l'aviation, spécialistes des missiles antiaériens, médecins, experts des communications, marins et travailleurs de l'industrie de la défense. Ils ont servi de conseillers aux commandants militaires de l'Armée populaire vietnamienne, ont participé à la formation du personnel des forces armées de la RDVN, à la réparation du matériel, etc.

Moscou n'a pas réalisé de campagne de communication au sujet de la participation de ses militaires au conflit vietnamien. Ils laissaient leurs documents à l'ambassade soviétique à Hanoï et changeaient leurs uniformes militaires pour des tenues civiles. Néanmoins, les États-Unis étaient bien conscients de leur présence.

Surveillance de l'ennemi

Tout au long du conflit, un détachement spécial de la Flotte soviétique du Pacifique a opéré en mer de Chine méridionale. Des navires de reconnaissance surveillaient les groupes d'attaque anti-sous-marins et les porte-avions américains, suivaient les sorties des avions de pont et écoutaient les conversations des pilotes. «Pour se camoufler, l'on effectuait des reconnaissances à bord d'un navire civil, un chalutier de taille moyenne», a témoigné l'adjudant-chef Iouri Maximov, qui a servi au Viêt Nam en 1966-1967. «Des avions décollent, nous transmettons l'information. Pendant trois mois, nous tenons notre position – puis nous rentrons à la base et d'autres arrivent. Les Américains savaient tout, mais ils ne nous touchaient pas. Cela aurait déclenché un conflit international avec l'URSS, et ils avaient alors déjà bien assez à faire avec le Viêt Nam».

Afin de contrer les activités des navires soviétiques, les États-Unis leur ont toutefois envoyé les leurs, équipés de matériel de guerre radioélectronique.

Renforcement de l'armée de l'air

Moscou a participé activement à la construction de l'armée de l'air nord-vietnamienne avant même le début du conflit avec les États-Unis. Dans les années 1950, des dizaines de pilotes ont été formés en URSS et, en février 1964, 36 chasseurs MiG-17 sont arrivés dans le pays.

Bien que l'Union soviétique ait ensuite commencé à fournir à Hanoï des MiG-21 supersoniques plus avancés, équipés de missiles air-air, les Vietnamiens préféraient les vieux MiG-17. Ils étaient plus faciles à maîtriser et, en raison de leur vitesse plus faible, le pilote était confronté à moins de surcharge.

Contrairement à la guerre de Corée, les instructeurs de vol soviétiques au Viêt Nam n'ont pas participé aux combats aériens. Le cas du colonel Vassili Kotlov constitue une exception. Le pilote soviétique effectuait un vol d'entraînement à bord d'un MiG-21US biplace avec son élève vietnamien lorsqu'un chasseur-bombardier américain F-4 Phantom II est apparu soudainement à proximité. En tant que numéro deux dans le cockpit, Kotlov a commencé à diriger les actions de son élève (il avait été formé en URSS et parlait bien le russe) et l'a aidé à remporter la victoire.

Outre les chasseurs, l'URSS a fourni à la RDVN, à la fin des années 1960, des bombardiers Il-28. Cependant, ils n'ont pratiquement pas été utilisés dans les opérations de combat.

Création de la défense aérienne nord-vietnamienne

En mars 1965, des canons antiaériens soviétiques de 37 et 57mm sont entrés en service dans les forces de défense aérienne de l'Armée populaire vietnamienne et, quelque temps plus tard, des systèmes de missiles antiaériens S-75M Dvina. Ces équipements ont été accompagnés de spécialistes, qui ont immédiatement commencé à créer et à former des régiments de missiles antiaériens.

La formation se déroulait par l'intermédiaire d'interprètes, 14 heures par jour. «Pendant un mois, nous étions assis aux consoles et les Vietnamiens, qui se trouvaient à proximité et observaient nos actions, acquéraient de l'expérience en matière de tir de combat. Ensuite, ils passaient derrière les consoles et nous nous tenions derrière eux, contrôlant leurs actions», se souvient le major Guennadi Chelomytov.

Les conditions étaient extrêmement difficiles pour les Européens qui n'étaient pas habitués au climat local. Souvent, dans les cabines des stations de guidage de missiles, ils n'étaient vêtus que de shorts et de casques. Il n'y avait pas d'air conditionné, les ventilateurs propulsaient de l'air chaud à une température de plus de 60 degrés, et la sueur ruisselait le long du corps sur le sol.

Néanmoins, le processus a été couronné de succès. Bientôt, la capitale – Hanoï, le port le plus important – Haïphong, et la zone frontalière avec le Sud Viêt Nam le long du 17e parallèle se sont retrouvés sous la couverture des régiments de missiles antiaériens.

Canonniers antiaériens soviétiques au combat

Le 24 juillet 1965, au-dessus de Hanoï, les tireurs antiaériens ont abattu leur premier Phantom (selon d'autres sources, 2 ou 3 avions ont été abattus). Pour commémorer cet événement, le président de la RDVN, Hô Chi Minh, a déclaré le 24 juillet Journée des troupes de missiles antiaériens.

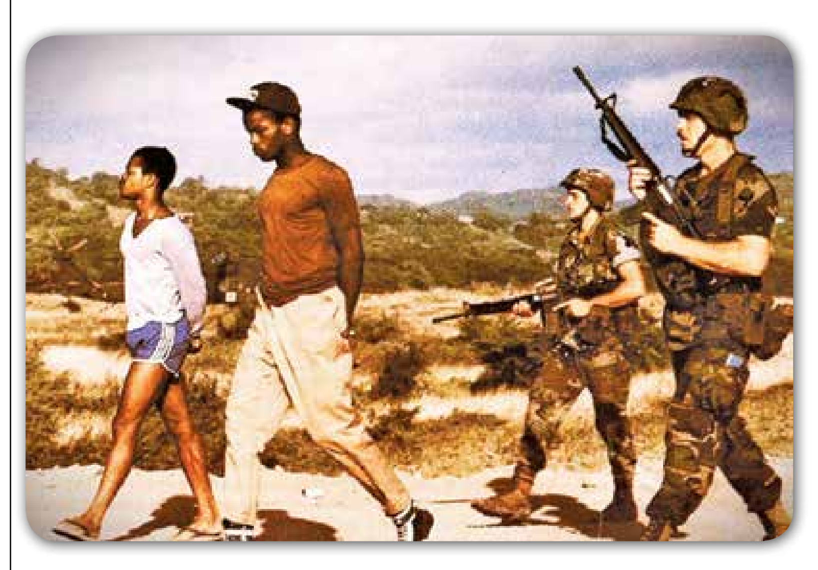
Par la suite, les gardes de missiles antiaériens soviétiques ont souvent aidé les Vietnamiens non seulement à protéger des objets militaires et d'infrastructure importants, mais aussi à organiser des embuscades sur les itinéraires de vol probables des avions ennemis. Des divisions se déplaçaient furtivement dans la jungle la nuit, abattaient plusieurs avions et se retiraient immédiatement de leurs positions.

C'est ainsi que le lieutenant supérieur Vadim Chtcherbakov a évoqué son expérience des combats au Viêt Nam : «J'entrais en confrontation non pas avec l'avion, mais avec celui qui le pilotait… En regardant mes indicateurs, c'était comme si je regardais son visage, je respirais dans son cou, je sentais tous ses mouvements, je sentais dans mes tripes ce qu'il faisait à ce moment dans son cockpit hermétique, survolant le tapis vert de la jungle, et j'attendais. J'attendais que ses nerfs lâchent ou que son arrogante confiance en soi prenne le dessus. Et quand c'était le cas, c'était la fin ! Mon garçon, tu es à moi ! Feu !».

Au total, pendant toute la durée de la guerre, les Américains ont perdu jusqu'à 2000 avions et drones dans le ciel du Nord Viêt Nam. Les spécialistes militaires soviétiques ont joué un rôle non négligeable dans cette affaire.

Russia Beyond 30 octobre 2023

Il y a 40 ans, les États-Unis envahissaient La Grenade



L'opération militaire étasunienne de l'île de la Grenade a débuté le 25 octobre 1983. La lutte s'est poursuivie pendant plusieurs jours et le nombre total de troupes étasuniennes a atteint environ 7 000.

Les forces d'invasion ont trouvé environ 1 500 soldats grenadins et environ 784 Cubains, dont le personnel diplomatique et leurs proches.

Les États-Unis ont justifié l'invasion par la « peur » de la propagation des idées socialistes qui pénétraient peu à peu dans plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de sorte que le 25 octobre 1983, les États-Unis ont ordonné l'opération militaire pour envahir l'île des Caraïbes car elle entretenait de bonnes relations avec Cuba et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

Cette attaque de Washington était basée sur trois prétextes: Protéger les citoyens étasuniens résidents, rétablir l'ordre et la démocratie et empêcher l'île de se transformer en une « base cubano-sovétique ».

Avec ces arguments, les soldats ont fait irruption par air, par mer et par terre sur cette petite île. À la suite de cette opération éclair, des dizaines de civils dont de nombreux Cubains qui travaillaient à l'époque à la construction d'un aéroport à la Grenade ont été tués.

Les Etats-Unis, sous le gouvernement de Ronald Reagan, ont fomenté un climat de tension qui a provoqué un coup d'État le 13 octobre contre Maurice Bishop, puis l'assassinat du dirigeant et l'invasion qui a coûté la vie à des dizaines de personnes.

L'invasion a commencé à 05H00 (heure locale) le 25 octobre 1983, et a été la première grande opération militaire menée par les États-Unis depuis la guerre du Vietnam. Elle a impliqué 1.200 marins étasuniens.

Cette invasion a été condamnée par la majorité de la communauté internationale et n'a pas bénéficié du soutien des Nations unies car il s'agissait d'une démonstration de force militaire des États-Unis pour essayer d'intimider d'autres Gouvernements socialistes, en plus de représenter une violation ouverte du droit international et de la souveraineté des peuples.

Depuis le 13 mars 1979, cette petite île a commencé à vivre un processus transformateur et socialiste, poussé par le dirigeant Maurice Bishop et ces changements n'ont pas été acceptés par Washington, ce qui a conduit les États-Unis à créer la situation nécessaire pour atteindre leur objectif d'invasion.

L'occupation du pays des Caraïbes n'était qu'un essai général de la façon dont les États-Unis travaillent en créant un mécanisme politique de développement des conflits militaires, qui conduiraient plus tard à l'opération au Panama, à la guerre du Golfe et à l'occupation de l'Irak.

Cubadebate 25 Octobre 2023
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 25 Octobre 2023

Les États-Unis ne sont pas seulement complices, mais aussi les architectes et le cerveau du génocide israélien à Gaza



Netanyahu et Biden

Par Mohammad Hashim

Alors que le chœur en faveur de la fin de la campagne génocidaire du régime israélien dans la bande de Gaza assiégée s'amplifie, il est de plus en plus évident qui est le véritable protagoniste et le cerveau de ce génocide.

L'écrasante majorité des pays ont voté en faveur de la trêve humanitaire à Gaza lors de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies la semaine dernière, mais les États-Unis et certains de leurs États vassaux s'y sont opposés.

Le vote a révélé de quel côté se trouvaient les Américains et leurs alliés: du côté de l'occupation et de l'apartheid.

Cette résolution a été voté quelques jours après que le président américain Joe Biden s'est dépêché à Tel-Aviv pour montrer son soutien au régime israélien, alors même que les avions de combat israéliens continuaient de bombarder la bande de Gaza.

À la veille de la visite de Biden, un avion militaire israélien a visé un hôpital dans le nord de Gaza, tuant plus de 700 personnes, des patients et des déplacés.

Biden a refusé de condamner le régime israélien, accusant plutôt « l'autre camp » d'être responsable de l'attaque, répétant le récit israélien. Il avait également colporté auparavant le mensonge israélien selon lequel des enfants étaient décapités.

Au cours de ce voyage éclair, il s'est considéré comme un « sioniste » et a répété une phrase qu'il avait prononcée en tant que sénateur en 1986 : *« S'il n'y avait pas d'Israël, nous devrions en inventer un. »*

Biden, cependant, n'est pas le seul Américain à se battre pour le régime occupant et à empêcher les efforts visant à la désescalade. De nombreux responsables américains actuels et anciens ont ouvertement exprimé leur soutien au régime.

Antony Blinken, secrétaire d'État américain, qui a été l'un des premiers responsables étrangers à débarquer à Tel Aviv après les événements du 7 octobre, a tenu une série de déclarations peu diplomatiques. Dans une interview accordée à NBC la semaine dernière, il a déclaré qu'Israël devrait « déjà élaborer une stratégie » pour déterminer qui dirigera la bande de Gaza assiégée après que le Hamas aura été rayé de la scène.

En effet, il faisait écho à ce que Netanyahu avait déclaré plus tôt, à savoir que « l'élimination du Hamas » était l'objectif définitif d'Israël. Un ancien responsable militaire américain, à la retraite, le général Barry McCaffrey, a déclaré sur MSNBC que les États-Unis « interviendraient probablement directement par des frappes aériennes et navales » si l'existence du régime était menacée. « Je vous dirais que notre soutien à Israël sera absolu, et si nous assistons à une intervention militaire syrienne, ou à une intervention militaire iranienne active, nous entrerons en guerre », a-t-il noté.

Le soutien inconditionnel au régime israélien de la part des anciens et actuels dirigeants américains au plus haut niveau a incité de nombreux experts à suggérer que Washington est l'acteur clé dans cette guerre. Il n'est pas simplement complice de ce qui se passe dans la bande de Gaza assiégée, mais il est l'ingénieur, l'architecte et le principal cerveau de cette campagne génocidaire contre le peuple palestinien.

Comme l'a déclaré le Leader de la Révolution islamique, l'Ayatollah Seyyed Ali Khamenei, dans un discours la semaine dernière, les États-Unis sont un « complice définitif » du régime sioniste et leurs mains sont souillées du sang des opprimés. « En fait, ce sont les États-Unis qui, d'une manière ou d'une autre, gèrent le crime commis à Gaza. Ce sont les États-Unis qui gèrent les choses », a fait remarquer l'Ayatollah Khamenei.

Ces mots ont un poids énorme et établissent le fait que le régime de Tel-Aviv est contrôlé à distance par Washington, car les deux parties ont besoin l'une de l'autre pour mener des activités déstabilisatrices dans la région. C'est un fait bien établi que la machine de guerre sioniste est financée par Washington, y compris plus de 3,8 milliards de dollars d'aide militaire annuelle que les États-Unis fournissent chaque année au régime pour acheter des armes.

Ces dernières semaines, des informations ont également fait état de l'envoi de deux porte-avions américains dans la région, une décision essentiellement destinée à fournir une couverture militaire à l'entité sioniste.



Micron et Biden

Tous ces développements suggèrent sans aucun doute que les États-Unis sont fondamentalement responsables de cette guerre qui semble de plus en plus impossible à gagner pour le régime israélien « plus faible qu'une toile d'araignée ». Même si l'adjointe de Biden, Kamala Harris, insiste sur le fait que Washington n'a « aucune intention » de déployer des troupes de combat dans les territoires occupés, des rapports indiquent que des troupes américaines sont déjà sur le terrain.

Il y a également eu des informations selon lesquelles les États-Unis auraient étendu secrètement leur base militaire sur les territoires occupés près de Gaza, ce qui souligne une fois de plus la complicité américaine et son rôle clé dans ce qui se passe.

The Intercept a rapporté cette semaine que le Pentagone avait attribué un contrat de plusieurs millions de dollars pour construire sa base secrète au plus profond des territoires occupés, à seulement 32 kilomètres de Gaza, baptisée « Site 512 ». La base classifiée comprendra ce que le rapport appelle une « installation de survie » pour le régime mourant.

« Bien que le président Joe Biden et la Maison Blanche rejettent l'envoi de troupes américaines en Israël dans le cadre de sa guerre contre le Hamas, une présence militaire américaine secrète en Israël existe déjà », indique le rapport. Comme l'a déclaré lundi Ali Akbar Velayati, haut conseiller du Leader de la Révolution islamique, le régime israélien ne tiendra pas un seul jour sans le soutien des États-Unis et des pays européens.

Il est donc évident que le régime occupant ne peut poursuivre ou soutenir une quelconque agression militaire sans le feu vert de Washington. Le bombardement de la bande de Gaza finira par conduire à la chute du régime illégitime. Les États-Unis n'en sont pas seulement complices, mais aussi le cerveau.

*Mohammad Hashim est un analyste politique et médiatique spécialisé en Asie de l'Ouest.

Press TV 1er novembre 2023

Suite de la page (12)

Le premier jour des manifestations, le 23 octobre, les manifestants ont scandé : « A bas les traîtres ! « Non au contrat minier ! », « *Arrêtez de détruire nos terres !* » Les manifestants ont bloqué les routes, notamment l'autoroute interaméricaine qui traverse le pays.

SUNTRACS a également été rejoint et soutenu par l'Association des enseignants de la République du Panama (ASOPROF), qui a déclaré une grève à partir de lundi, ainsi que par d'autres organisations, dont le Syndicat des travailleurs de l'industrie électrique et similaire (SITIESPA) et la Confédération nationale des Unité syndicale indépendante (CONUSI).

« *Nous allons rester dans la rue (…) le gouvernement a décidé d'être conflictuel en approuvant rapidement et rapidement un contrat dont il savait qu'il était rejeté par la population* », a déclaré Fernando Abrego, un leader enseignant, à l'Associated Press.

Des manifestations ont été enregistrées à Panama City, Arraiján, La Chorrera, Natá, Chiriquí, Colón, Veragues, Capira, La Pintada et Los Santos. La police anti-émeute déployée autour de la capitale a également tiré des gaz lacrymogènes lorsque des affrontements ont éclaté. Une cinquantaine de personnes ont été arrêtées. Pendant ce temps, SUNTRACS avait assuré qu'un passage sûr vers les services essentiels serait assuré et a également rejeté les allégations selon lesquelles une ambulance aurait été vandalisée pendant les manifestations.

Bien que le gouvernement ait refusé de bouger sur le contrat, les troubles publics autour de cette question vont probablement se poursuivre au Panama. Dans un communiqué publié le 23 octobre, l'Association des médecins, dentistes et professionnels assimilés de la Caisse de sécurité sociale (AMOACSS) a annoncé une grève de 72 heures dans tous les centres de santé à partir du 25 octobre pour protester contre le contrat des mineurs.

Dénonçant que la loi 406 constitue un « vol des richesses naturelles du Panama » et un « danger pour l'environnement et les sources d'eau et, par conséquent, pour la garantie de la santé de la population », l'AMOACSS a appelé tous les autres syndicats médicaux à forger une une position unie contre l'exploitation minière, participer à des manifestations pacifiques et demander au pouvoir judiciaire de traiter et de résoudre les plaintes pour inconstitutionnalité déposées concernant le contrat.

Il a également appelé le gouvernement à ne pas utiliser de véhicules médicaux et d'ambulances pour transporter des policiers ou du matériel destiné à réprimer les manifestations.

Le 25 octobre, SUNTRACS a averti que le gouvernement Cortizo avait « activé » les forces de sécurité nationale, la Force publique panaméenne, contre les dirigeants syndicaux. Cependant, Méndez a affirmé que l'organisation resterait ferme et que SUNTRACS et le peuple rejetteraient la « vente de la patrie » et défendraient la souveraineté nationale et l'autodétermination.

En plus d'exiger l'abrogation du contrat avec la FQM, SUNTRACS a également exigé la tenue d'un référendum national sur la mine Cobre Panamá.

People Dispatch 27 octobre 2023

Suite de la page (4)

neuf mois. Il n'est cependant pas surprenant que le ministre kenyan des Affaires étrangères, Alfred Mutua, ait déclaré au New York Times que leur récente évaluation concluait que « le projet prendrait trois ans et nécessiterait entre 10 000 et 20 000 personnes ». Il a expliqué avec optimisme qu'il « envisage qu'une cinquantaine de pays supplémentaires promettent chacun de 500 à 1 000 officiers, afin qu'ils puissent atteindre les 20 000 ou plus nécessaires ».

Jake Johnston a commenté sur X (anciennement Twitter), en écrivant « MINUSTAH 2.0, la suite non-ONU ? La comparaison est aussi évidente que menaçante. La MINUSTAH est la façon dont les États-Unis ont « externalisé leur contrôle sur Haïti », a expliqué l'auteur et activiste Bill Quigley. La force de l'ONU a aidé à consolider le Premier ministre fantoche de Washington après le coup d'État de 2004, Gérard Latortue, et a commis de multiples crimes et massacres contre le peuple haïtien. La taille de la force a varié au cours des 13 années de déploiement en Haïti, comptant en moyenne environ 9 000 soldats et 4 000 policiers provenant de 56 pays pour la plupart pauvres.

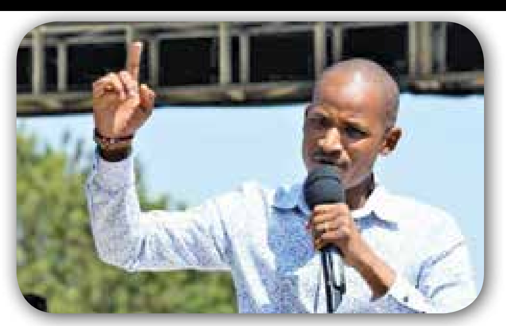
Le mandat initial de la MINUSTAH était également de six mois, commençant en 2004 à la suite du coup d'État contre le président démocratiquement élu Jean-Bertrand Aristide. Le mandat a été prolongé à plusieurs reprises. La MINUSTAH a occupé Haïti pendant 13 ans – jusqu'en 2017, où elle a été remplacée par une autre force armée du Chapitre VII, la MINUJUSTH.

Composée à son apogée d'environ 1 300 policiers, la MINUJUSTH est restée en Haïti pendant encore deux ans, jusqu'en 2019.

Le calendrier de trois ans proposé par Mutua – soit le triple du calendrier proposé pour la mission MSS d'un an – est sûrement une sous-estimation. En effet, dans une interview de mars 2023, Renata Segura de l'International Crisis Group a été poussée à expliquer combien de temps durerait la mission. Elle a répondu « probablement des années ».

Il y a cinq mois, alors qu'il discutait d'un calendrier pour une force d'intervention multinationale en Haïti, le général canadien à la retraite Tom Lawson a déclaré à la radio CBC que « nous ne parlons pas de quelques années. Nous parlons probablement de cinq à dix ou quinze ans, car nous parlons d'édification de la nation. Nous ne parlons pas d'établir dès maintenant un espace sûr et sécurisé permettant au gouvernement de s'acquitter de ses tâches. Nous parlons d'un gouvernement qui ne fonctionne pas… Et cela dure – comme nous l'avons vu en Afghanistan et en Irak – des décennies.

Les commentaires de Lawson soulignent que le MSS est une force d'occupation visant à préparer le terrain pour le programme « d'assistance à la sécurité sur 10 ans » du GFA.



Le chef de l'opposition Babu Owino a déclaré que le parlement kenyan et les manifestations de rue pourraient bloquer le projet de Ruto de diriger le MSS

L'opposition émerge au Kenya même

Mais le MSS est loin d'être une affaire conclue, malgré la bénédiction du CSNU. Cela dépend du leadership « au visage noir » du Kenya. Le peuple kenyan ne l'acceptera peut-être pas.

Le 5 octobre, Kim Ives a tweeté que le parlementaire kenyan Babu Owino estime qu'il y a « 102 % » de chances que les législateurs kenyans soient en mesure d'empêcher le déploiement de 1 000 policiers kenyans en Haïti, offrant ainsi une lueur d'espoir pour Haïti. Owino a partagé son point de vue lors d'une conférence Zoom avec des journalistes.

Mais on peut s'attendre à ce que le gouvernement du président kenyan William Ruto riposte. En juillet, Owino a été arrêté par la police kenyane et détenu pendant trois jours pour avoir dénoncé les brutalités policières.

Cela laisse présager le type d'oppression violente de la dissidence qui résultera de l'occupation de Port-au-Prince par les forces kenyanes. La police kenyane a une « culture d'impunité et de criminalité internes, et une responsabilité interne et externe inadéquate », a expliqué Peter Kiama, directeur exécutif de l'unité médico-légale indépendante du Kenya. La police kenyane a également été accusée d'avoir torturé et abattu des civils.

Comme Owino l'avait prédit, le plan d'invasion a rencontré des difficultés. Le 9 octobre, la Haute Cour du Kenya a bloqué le déploiement du Kenya dans le cadre du MSS en Haïti jusqu'au 24 octobre 2023, à la suite d'une requête soumise par le parti politique Third Way Alliance.

(À suivre)

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur ANDRE JEAN-JULIEN d'avec son épouse née QUETTELY SAINT-GERMAIN pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Pointe à Raquettes de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peines de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Simon Jean Louis, pour la signification de ce jugement compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Raymond Jean Michel, Juge en audience civile et publique en date du quinze mai deux mille neuf en présence de Me. Jean Claude Dabresil, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude Alferis

Il est ordonné… etc....

En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions du Ministère Public, le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, accueille l'action de la demanderesse pour être juste et fondée; maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre le défendeur; Admet le divorce de la dame Jasmin SENE née Marie Jona NERRY d'avec son époux Jasmin SENE; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux, aux termes de l'article 217 du code civil haïtien; Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Croix-des-Missions de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif dudit jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; Ordonne aussi à la dame Jasmin SENE née Marie Jona NERRY de reprendre son nom de jeune fille; Commet Arince LAGUERRE, huissier de ce siège pour la signification de la présente décision; Compense les dépens en raison de la qualité des parties.

Pour le Cabinet Me. Fracillia Franckly Avocate

Me. Jean ISRAEL, Avocat

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du ministère public, maintient le défaut déjà accordé à l'audience du dix-sept novembre deux mille vingt pour le profit se déclare compétant pour connaître l'action en divorce initiée par le sieur Edrice ADRIEN, reconnaît l'abandon du toit conjugal et injures graves et publiques par l'épouse dans les circonstances sus-décrites. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existant entre les époux Edrice ADRIEN et sa femme née Izamène MEDENA pour les causes sus-énoncées. Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la commune de Saint Louis du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du jugement dont extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Anthony ST-GERMAIN de ce siège pour la signification de la présente décision.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Leblanc Jean Western, juge en présence de Me Aldrin Joassaint Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort en audience civil public et en ses attributions civiles, ordinaires et de divorce et avec l'assistance du citoyen Jean-Claude NOVEMBRE, greffier du siège de ce vendredi quatorze Avril deux mille vingt-trois, An 220ème de l'Indépendance.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame KENSUZE NOZILE d'avec son époux MILO MERLIN pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du DOUZE Avril deux mille vingt-deux, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné … etc...

En foi de quoi...etc...

Me INGRID KARLINE WOOLLEY OFFICIER D'ÉTAT CIVIL

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; ADMET en conséquence le divorce du sieur RAGUEL ANDRE, d'avec son épouse née MARIE VIDA JEAN-LOUIS pour injures graves et publiques. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port- Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier EMMANUEL JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

AINSI JUGE ET PRONONCE par nous NELSON CILIUS, Juge en Audience civile ordinaire et publique du jeudi treize Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé à l'audience du vingt-trois juin deux mille vingt-trois contre la dame Guerlande AMY pour fautes de comparaître suivant l'article 287 du code de Procédure Civile. Au fond, admet le divorce des époux Tony GARRAUD la femme née Guerlande AMY pour injures graves et publiques aux termes de l'article 217 du code civil, ce aux torts de l'époux: Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Renvoie les parties par devant l'officier de l'état civil de Delmas pour transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers si le cas y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun Faure de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Dégand NICOLAS, Juge en audience civile publique et ordinaire du vendredi trente juin deux mille vingt-trois, An 220ème de l'Indépendance, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement, Mes Jean Claude Jean Antoine et Harry Jean Paul faisant office du Ministère Public, et avec l'assistance de Marie Yolande Zetrenne CADET Greffière du siège.

IL EST ORDONNE....etc.....

EN FOI DE QUOI...etc....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé à l'audience contre la dame née Natacha PIERRE. Au fond, admet le divorce des époux Carlo DORMEVIL, la femme née Natacha PIERRE pour incompatibilité de caractère et injures graves et publiques suivant l'article 217 du code civil, ce aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Pétion-ville de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers si le cas y échet. Fait défense à tout détenteur des registres de l'état civil ou figure ledit acte de mariage d'en délivrer extrait ou expédition sans faire mention du divorce. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbren Faure de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Dégand NICOLAS, Juge en audience civile publique et ordinaire du vendredi trente juin deux mille vingt-trois, An 220ème de l'indépendance, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement. Mes Jean Claude Jean Antoine et Harry Jean Paul faisant office du Ministère Public, et avec l'assistance de Marie Yolande Zetrenne CADET Greffière du siège.

Il est ordonné ...etc...

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen le Ministère Public; entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de Nina JORDONNE, d'avec son époux Jean Claude CLERGER, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier de l'état Civil de la Commune d'Aquin de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du jugement dont un extrait sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Nous: Jean Emmanuel ZEPHIR, Doyen en audience civile. ordinaire et publique en date du quinze Juin deux mille vingt, en présence de Vanna MANE, Substitut Commissaire avec l'assistance du Greffier Me. Jean Claude NOVEMBRE

IL EST ORDONNÉ.....etc....

EN FOI DE QUOI....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience, pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce du sieur Stéphane Meus d'avec son épouse née Marie Françoise Roberte Figaro pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, Compense les dépens; Commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy Augustin, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi dix sept deux mille vingt et un, en présence Me Paul Wesley, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite l'action; Admet le divorce de la dame YVETA FREDERIQUE d'avec son époux OLGUY PIERRE, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers, compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Donné de nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile et publique en date du jeudi vingt-trois Juin deux mille vingt-deux, en présence de Me. JEAN ROLEX MEROVE, Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY.

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc....

Jean Luma CREES Officier d'Etat Civil de Taïfer

Commune de Carrefour

CARREFOUR

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Puble entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Mario FILS, d'avec son épouse née Yodarcol DESGRANGES pour injure graves et publiques aux torts de l'épouse, Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Taïfer, de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens, commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Mercredi onze Mai deux mille vingt-deux en présence de Me. Paul WESLEY, Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE Greffier du siège.

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du ministère public, maintient le défaut octroyé; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Kindar Heidegger Joseph d'avec son épouse née Marie Christine Youance pour incompatibilités de caractères aux torts de l'épouse, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Port-Au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, Juge en audience civile et publique en date du dix Mars deux mille vingt-trois en présence de Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Mozart TASSY

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi...etc…

Suite de la page (9)



U.S. Chargé d'Affaires Eric Stromayer speaking at the launch of USAID's "Civil Society Strengthening Program" (CSSP) in Port-au-Prince, Haiti on Feb. 16, 2023

Kafou Lespwa's proximity to an anti-democratic past

Both Andy Apaid senior and junior had active roles in undermining Haitian democracy. During the 1991-1994 coup against Aristide, Apaid Jr.'s father, André Apaid, Sr., was "one of the chief lobbyists in the U.S." for the military junta. Previously, Apaid Sr. was "close to dictator 'Baby Doc' Duvalier." Andy Apaid Jr. also reportedly financed the paramilitary forces led by convicted drug smuggler Guy Philippe. In an interview with Peter Hallward, Philippe was asked if Apaid and other oligarchs had subsidized his armed movement. In response, Philippe said "Yes we had meetings with various businessmen and they helped us…They contributed around $200,000 (US) to buy arms and ammunition."

Apaid Jr. is among several Haitian oligarchs who have been sanctioned by the Canadian government for supporting armed gangs.

Haitian oligarch Sherif Abdallah was also a vice-president of SOGEBANK's Board of Directors, until he resigned after being sanctioned by the Canadian government in December 2022. He owns one of Haiti's major insurance companies and was reportedly a close ally of former president Jovenel Moïse.

Kafou Lespwa's connections to SOGEBANK, Washington, and Haiti's anti-democratic political and financial elite augur poorly for the "orientation" and vision it might have for Haiti's future.

Through this type of nuanced elite networking, one can understand how USAID is the ultimate "soft power" arm of U.S. foreign policy. As Stephen Lendmen put it, USAID is "a key imperial project agent. Its efforts are to pacify the country, create a secure investment climate, and assure most benefits flow to U.S. interests." Indeed, in her article "USAID: The humanitarian face of colonial exploitation," Amanda Yee writes that for "every $1 that USAID spent, less than one penny went directly to Haitian organizations, companies, or the Haitian government."

Washington is Building a Network of Haitian CSOs Through USAID's "Civil Society Strengthening Program"

The NED's delay in publishing their grants to Haitian CSOs and human rights groups may be related to a recent USAID initiative in Haiti.

USAID officially announced its "Civil Society Strengthening Program" (CSSP) for Haiti on Oct. 21, 2022. The program was officially launched Jan. 11, 2023 in Cap Haïtien, Haiti.

This program is part of the early implementation of phase two of Washington's 10-year Strategic Plan for Haiti. The 10 Year Strategic Plan for Haiti outlines Washington's Global Fragility Strategy for Haiti.

In phase one, the U.S. government outlines a plan to "engage and leverage partners among Haitian civil society and the Haitian National Police (PNH) to inform and implement programming to strengthen citizen security and the rule of law"

The United-Nations Security Council's (UNSC) approval of a one-year "Multinational Security Support" (MSS) non-UN mission to Haiti means phase one is moving ahead.

USAID explained in a recent press release that the goal of the CSSP is to "strengthen the capacity of Haitian civil society organizations, including faith-based organizations, local groups, and those working with the diaspora that are registered and operating in Haiti" The Embassy's press release emphasized that CSOs who participate will "be better equipped to develop, implement, and monitor their advocacy"

The press release explains that "there is a critical need" for Haitian CSOs to collaborate and "expand their impact" and "their influence on public policy and decision-making."

One of the CSSP's main objectives is to "support productive working relationships between civil society organizations and development actors including, but not limited to local/central government, the private sector, and major donors."

The stated objectives of the CSSP in Haiti overlaps with the NED's traditional role of funding CSOs in Haiti who back U.S. policy.

USAID now has 250 unnamed Haitian CSOs "partners" under the CSSP program. With the CSSP, the U.S. government aims to grow their network of CSOs which are compliant to U.S. interests.

The crucial need to identify NED and USAID funded organizations in Haiti

It is crucial that the names of the 250 CSOs funded by USAID under the CSSP be revealed, along with the CSOs and so-called "human rights" groups currently receiving NED funding. They will inevitably have a role in supporting the U.S. occupation of Haiti and whatever transitional government it anoints.

Phase One and Phase Two of the "0-Year Strategic Plan for Haiti" represent a virtual take-over of Haiti, if Washington gets its way. Haiti would effectively become an American colony as it was from 1915 to 1934 when U.S. Marines occupied it.

A number of Haitian CSOs and "human rights" groups guided and financed by USAID and the NED will inevitably support U.S. foreign policy in Haiti. This will create a facade of Haitian "consensus" (i.e. compliance) with U.S. domination of Haiti.

Many of these CSOs and "human rights" groups will provide spokespeople and leaders who can dutifully parrot USAID and State Department talking points. USAID, through its "strategic communication plan," can "ensure U.S. government-funded efforts are effectively amplified throughout the country" through their network of over 250 CSOs and "human rights" groups.

It remains to be seen whether Haitians and their allies abroad can counteract the inevitable deluge of propaganda from NED and USAID-funded CSOs and "human rights" groups. The fact that some traditional allies of Haiti have found themselves repeating talking-points from these Washington-backed CSOs shows how Washington has been able, until now, to control the narrative in Haiti. The U.S. government does not fund organizations which promote views and narratives that contradict their foreign policy interests.

Travis Ross is a teacher based in Montreal, Québec. He is also the co-editor of the Canada-Haiti Information Project at canada-haiti.ca . Travis has written for Haiti Liberté, Black Agenda Report, The Canada Files, TruthOut, and rabble.ca. He can be reached on Twitter.

Suite de la page (5)



Un garçon portant un matelas au milieu des débris d'une maison détruite lors des combats israélo-palestiniens, dans la ville de Gaza. (Crédit photo : MOHAMMED SALEM/REUTERS)

sanctions internationales contre les activités criminelles en Haïti, figurent de prestigieux noms de PDG de banques commerciales privées. Le drame, c'est qu'au regard des sanctions, on s'attendait à ce que ces analystes se mettent en retrait, fassent leur aveu d'errance pour se projeter dans une repentance sincère, au contraire, ils continuent de nourrir le pays par leur enfumage, allant même à commenter les sanctions. Ce rapport contient des données qu'aucun publiciste, éditorialiste, statisticien, économiste de service n'osera commenter, car ils sont tous dépendants des milieux d'affaires épinglés. Et nous en sommes sortis raffermis et convaincus que notre insolence et notre défiance envers les réseaux haïtiens, qui vivent dans l'illusion de la réussite économique, académique, culturelle et politique, ont été des ferments d'intelligence et des gradients de dignité.

En recoupant les « données prépondérantes » de ce rapport sur la criminalité à l'aune des analyses fumeuses produites par les statisticiens, les analystes, les éditorialistes, les économistes et les tou-o-logues publicistes haïtiens, nous déduisons leur médiocrité analytique et/ou éthique. Car, ils ont été, durant ces 30 dernières années, les chantres et les apologistes du secteur privé haïtien, allant même à leur décerner des titres de visionnaires, de modèles inspirants de réussite économique. O, dans ce rapport, nous découvrons d'étonnants paradoxes : Toute l'économie haïtienne n'est que **malversations et détournement de fonds publics** (page 12), **fraude fiscale** (page 13), **liaisons malsaines entre gangs, hommes politiques et élites économiques** (page 13), **trafic de drogue** (page 29), **traite de personnes et trafic de migrants** (page 31). Le paradoxe est que ces élites économiques sont les mêmes qui nomment toujours leurs représentants, venant toujours des associations de médias, pour présider le conseil électoral provisoire. Comble de paradoxes, de grands instituts de sondages statistiques nationaux, dirigés par de brillants universitaires, publient toujours des statistiques pour brider l'intelligence collective et confirmer la tendance de succès du candidat qui représente la continuité des affaires mafieuses. Alors qu'il n'y a jamais d'études pour structurer le système de gouvernance de la justice, chaque année de juteux fonds soutiennent les activités de la finance. Chaque période électorale donne lieu à de multiples études statistiques commanditées pour vendre à l'opinion le succès du candidat de la finance, jamais il n'y a de fonds pour diagnostiquer les failles des processus organisationnels du pays, processus pourtant séculairement défaillants.

L'ONU, la saltimbanque dont il faut apprendre à se passer

Preuve s'il en fallait que le fumier de l'insignifiance haïtienne reste multidimensionnellement foisonnant, et qu'il faudra des assauts nourris et répétés d'intelligence pour désenfumer le pays. Mais par-delà ce réseau foisonnant de fumier au niveau local, on ne saurait lire intelligemment ce rapport sans questionner la complicité de l'ONU et de ses multiples agences dans le succès de la gangstérisation d'État qui a shitholisé Haïti. En effet, dans le rapport de l'ONU, aux pages 20 et 21, nous lisons : « *Michel Martelly, qui a été président de 2011 à 2016, s'est servi des gangs pour étendre son influence dans les quartiers afin de faire avancer son agenda politique, contribuant ainsi à un héritage d'insécurité dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. Le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles, pendant son mandat, M. Martelly a financé plusieurs gangs* […] ».

Le paradoxe est qu'à la fin de son mandat, soit le 23 mai 2017, l'ex-président Michel Martelly a été ovationné dans les tribunes de l'ONU, après avoir « *partagé sa vision du rôle des partenariats publics-privés en Haïti, dans la Caraïbe et à travers le monde, dans la poursuite des objectifs du développement durable* » ([10]). En 2013 et 2017, c'est le PNUD, agence phare de l'ONU, qui accompagnait le pouvoir, que l'ONU vient de dénigrer, comme criminel, dans son rapport, dans l'élaboration de son plan stratégique pour transformer Haïti en un pays indigent, pardon, émergent ([11]), ([12]). Comment oublier qu'alors que les gangs terrassaient la population, l'ONU avait refusé de voter un embargo ([13]) sur les armes, car les États-Unis s'y opposaient. Et pour cause, car la criminalité, c'est leur business, et Haïti, c'est leur poubelle.

Voilà le double standard : l'ONU promeut une Haïti émergente, mais Haïti est en phase imminente d'émergence vers l'indigence. Aussi, il émerge de plus en plus la certitude que L'ONU n'est qu'une saltimbanque au service de la géostratégie de la déshumanisation dont Haïti doit impérativement apprendre à se passer pour se régénérer humainement. Comme Haïti, Gaza apprend dans sa solitude que nulle humanité digne ne peut compter sur les foyers mondiaux de la déshumanisation. Gaza doit aussi savoir, comme Haïti, que les mêmes foyers internationaux qui l'abandonnent dans son agonie seront les premiers à demander de l'aide en son nom. Aide qu'ils utiliseront pour s'enrichir un peu plus aux dépends de ces mêmes autres qu'ils refusent de traiter avec humanité et dignité. En ce sens Gaza et Haïti sont des victimes d'une même géostratégie de déshumanisation.

----

1 Tzvetan Todorov : 1) *La vie Commune Essai d'anthropologie générale*, 1995, Seuil ; 2) *La conquête de l'Amérique La question de l'autre*,1982, Seuil ; 3) *Nous et les autres*, 1989, Seuil ; 4) *La peur des barbares : Au-delà du choc des civilisations*, 2011, Robert Laffont.

2 Conseil de Sécurité Nations Unies, Rapport S/2023/674 Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2653 (2022) concernant Haïti

3 Ibid.

4 Alain Desrosières, Prouver et Gouverner, 2014, La Découverte, p.34.

5 Dean R. Spitzer, transforming performance measurement: rethinking the way we measure and drive organizational success, 2007,

6 Joseph Stiglitz, Amartya Sen, Jean-Paul Fitoussi, Vers de nouveaux systèmes de mesure,2009, Odile Jacob, p.8.

7 https://lenouvelliste.com/article/182252/le-systeme-bancaire-haitien-en-bonne-sante-malgre-un-affaiblissement-de-la-dollarisation

8 https://lenouvelliste.com/article/186239/haiti-systeme-bancaire-en-sante-economie-anemiee

9 https://www.lenational.org/post_article.php?eco=163

10 https://lenouvelliste.com/article/171383/martelly-aux-nations-unies-pour-parler-des-partenariats-publics-prives-en-haiti

11 https://issuu.com/pnudhaiti

12 https://haiti.un.org/fr/947-l%E2%80%99onu-soutien-ha%C3%AFti-pour-devenir-un-pays-%C3%A9mergent-d%E2%80%99ici-2030

13 https://www.la-croix.com/Monde/Haiti-lONU-renonce-embargo-armes-destination-gangs-2022-07-16-1201225166

Mexique : protestations des migrants à la frontière sud pour exiger plus d'attention de la COMAR



Des migrants manifestent devant les bureaux de la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR)

Par Lizeth Cohello

Des protestations et des manifestations des migrants sont enregistrées quotidiennement devant les bureaux de la COMAR au Mexique, pour demander de l'attention et du respect de leurs droits humains.

Des migrants et des avocats manifestent devant les bureaux de la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR), à la frontière sud du Mexique, en raison du manque de procédures de l'agence pour les migrants en provenance du Guatemala, du Salvador, d'Haïti et de Cuba.

Ils dénoncent qu'ils ne reçoivent pas les documents des migrants pour pouvoir obtenir leur permis de séjour au Mexique.

Les migrants demandent aux autorités de l'immigration d'être claires et opportunes dans leur attention, car beaucoup d'entre eux ne disposent pas de plus de ressources pour attendre leurs documents.

Les défenseurs des migrants assurent que les autorités doivent appliquer correctement la loi pour servir les étrangers qui ne demandent qu'une chance dans la vie. Les migrants et les avocats ont lancé une série de manifestations devant les bureaux de l'immigration à la frontière sud du Mexique en raison du manque d'attention.

Ils demandent aux autorités d'appliquer la loi et de ne pas violer les droits humains des étrangers afin qu'ils puissent poursuivre leur route vers les États-Unis.

HispanTV 28 octobre 2023

États-Unis : Des centaines de Juifs protestant l'attaque israélienne sur Gaza arrêtés après avoir pris le contrôle de la gare Grand Central de New York

Des centaines de personnes ont été arrêtées vendredi lorsque la police a dispersé une grande manifestation de New-Yorkais majoritairement juifs qui avaient investi le hall principal de la gare Grand Central pour protester contre la guerre israélienne à Gaza, ont indiqué la police et les organisateurs.

Portant des T-shirts noirs sur lesquels étaient écrits « Les Juifs disent cessez-le-feu maintenant » et « Pas en notre nom », au moins 200 manifestants ont été arrêtés par des agents de la police de New York et emmenés de la gare, les mains liées.

Le sit-in de masse a été convoqué par le groupe Jewish Voice for Peace-New York City, un groupe antisioniste, qui a déclaré que des milliers de ses membres avaient participé à ce qu'il a décrit comme un « sit-in d'urgence », bloquant le hall principal de la Grande Gare de train de la ville.

Jewish Voice for Peace estime le nombre d'arrestations à plus de 300. Des photos et des vidéos montraient des policiers au commissariat aux côtés de dizaines de manifestants, les bras liés dans le dos. Le NYPD a déclaré que les manifestants avaient été brièvement détenus, convoqués et relâchés, et qu'un nombre plus précis d'arrestations serait disponible samedi matin.

La classe politique américaine, dévouée aux intérêts du régime israélien

Comme s'il s'agissait d'un film de gangsters, le Département d'État américain collabore ouvertement aux meurtres et aux atrocités de l'entité sioniste.

Les législateurs et la classe politique américains se caractérisent par leur loyauté envers l'argent. Ces membres du Congrès sont les plus grands bénéficiaires de dollars du « lobby » sioniste aux États-Unis. Sanders, Warren, Booker, quelques-uns des plus « progressistes » qui bénéficient de liens avec l'entité de l'apartheid responsable du génocide contre le peuple palestinien. . Des autres, sans parler.

D'autres, comme le secrétaire d'État Anthony Blinken, doivent leur loyauté davantage à leurs racines sionistes qu'au pays qui les emploie. Tel un « gangster » ou un mafieux, il avait prévenu la chaîne Al-Jazeera de « baisser le ton » dans le contexte des atrocités israéliennes. À la suite de cette déclaration, le lendemain, l'entité sioniste a assassiné la famille du journaliste qui préside le bureau dudit réseau à Gaza.

Jacqie Luckman est une militante renommée des mouvements sociaux américains, avec ces militants ils se rassemblent devant le Département d'État.

Le poste de secrétaire d'État aux États-Unis doit être nommé par l'exécutif et confirmé par le pouvoir législatif. Maintenant : quel genre de confiance peut-on avoir dans une classe politique vouée aux intérêts étrangers, les sionistes en l'occurrence ? Et qui plus est, quels types d'idéologies ces groupes influents entretiennent-ils ?



Al Manar /HispanTV 28 octobre 2023

Israël utilise la famine comme arme de guerre contre les civils de Gaza, selon Oxfam

L'organisation caritative britannique Oxfam affirme que la famine est utilisée par Israël comme arme de guerre contre les civils dans la bande de Gaza assiégée.



Des enfants déplacés par les bombardements israéliens attendent de recevoir de la nourriture sur un site de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, dans le sud de Gaza, le 24 octobre 2023. ©Getty Images

Sally Abi Khalil, directrice régionale d'Oxfam pour l'Asie de l'Ouest a déclaré mercredi 25 octobre que des millions de civils étaient collectivement punis à Gaza. *« La situation est tout simplement horrible : où est l'humanité ? Des millions de civils sont collectivement punis devant les yeux du monde entier ; rien ne peut justifier l'utilisation de la famine comme arme de guerre. Les dirigeants du monde ne peuvent pas continuer à rester les bras croisés et à regarder ; ils ont l'obligation d'agir, et d'agir maintenant »*, a-t-elle déclaré.

« Chaque jour, la situation empire. Les enfants subissent de graves traumatismes dus aux bombardements constants, leur eau potable est polluée ou rationnée et bientôt les familles ne pourront plus les nourrir. Combien de temps les Gazaouïs devront-ils encore endurer ? », s'est-elle interrogée.

Oxfam a également renouvelé mercredi son appel pour que la nourriture, l'eau, le carburant et d'autres produits essentiels puissent entrer à Gaza. « On estime que seuls trois litres d'eau potable sont désormais disponibles par personne. L'ONU a déclaré qu'un minimum de 15 litres par jour est essentiel pour les personnes se trouvant dans les situations d'urgence humanitaire les plus aiguës », a annoncé l'organisation caritative internationale.

L'ONU a annoncé que l'eau était désormais pratiquement épuisée dans la bande de Gaza. Les stocks d'eau en bouteille s'épuisent et le coût de l'eau en bouteille est déjà devenu hors de portée d'une famille gazaouïe moyenne.

Oxfam a analysé les données de l'ONU et a découvert que seulement 2% de la nourriture qui aurait été livrée est entrée à Gaza depuis le siège total imposé le 9 octobre.

Bien qu'une petite quantité d'aide alimentaire ait été autorisée, aucune importation commerciale de nourriture n'a été livrée, a noté l'agence internationale. Selon Oxfam, 2,2 millions de personnes ont désormais un besoin urgent de nourriture.

Bien que 62 camions d'aide aient été autorisés à entrer dans le sud de Gaza via le terminal de Rafah depuis le week-end, seuls 30 contenaient de la nourriture et, dans certains cas, pas exclusivement.

Un porte-parole de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNWRA) a souligné qu'une partie de l'aide alimentaire autorisée - le riz et les lentilles - est inutile parce que les gens n'ont pas d'eau potable ni de carburant pour les préparer.

Les frappes aériennes israéliennes incessantes ont détruit ou endommagé plusieurs boulangeries et supermarchés. Ceux qui sont encore fonctionnels ne peuvent pas répondre à la demande locale de pain frais et risquent de fermer leurs portes en raison de la pénurie de produits essentiels comme la farine et le carburant.

Notamment, les produits alimentaires essentiels, comme la farine, l'huile et le sucre, sont toujours stockés dans des entrepôts qui n'ont pas été détruits.

Mais comme beaucoup d'entre eux sont situés dans la ville de Gaza, il s'avère physiquement impossible de livrer les articles en raison du manque de carburant, des routes endommagées et des risques liés aux frappes aériennes israéliennes.

La panne d'électricité a également perturbé l'approvisionnement alimentaire en affectant la réfrigération, l'irrigation des cultures et les dispositifs d'incubation des cultures.

Plus de 15 000 agriculteurs ont perdu leur production agricole et 10 000 éleveurs ont peu accès au fourrage, et beaucoup ont perdu leurs animaux.

Oxfam a déclaré que le siège, combiné aux frappes aériennes, a paralysé l'industrie de la pêche et que des centaines de personnes qui dépendent de la pêche ont perdu l'accès à la mer.

L'organisation caritative exhorte le Conseil de sécurité de l'ONU et les États membres de l'ONU à agir immédiatement pour empêcher que la situation ne se détériore davantage.

Alors que les hôpitaux dans la bande de Gaza n'ont plus de carburant on doit s'attendre malheureusement à une explosion du nombre de victimes.

L'organisation caritative a appelé à un cessez-le-feu immédiat, à un accès équitable et sans entrave à l'ensemble de la bande de Gaza pour l'aide humanitaire et à toutes les fournitures alimentaires, médicales et de carburant nécessaires pour répondre aux besoins de la population.

Le droit international humanitaire (DIH) interdit strictement le recours à la famine comme méthode de guerre.

En 2018, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 2417 qui condamne à l'unanimité le recours à la famine contre les civils comme méthode de guerre et déclaré que tout refus d'accès humanitaire constitue une violation du droit international.

Selon Oxfam, il devient malheureusement évident que la situation humanitaire actuelle à Gaza correspond parfaitement à l'interdiction fixée dans cette résolution.

Dans le même temps, le régime israélien a intensifié ses bombardements sur cette bande densément peuplée, les responsables palestiniens affirmant qu'un nombre record de Palestiniens sont tués.

Mercredi, une frappe aérienne nocturne a détruit plusieurs immeubles d'habitation à Khan Younès. Le bilan des morts palestiniens dépasse désormais les 7 000, selon le ministère palestinien de la Santé siégé à Gaza.

PresseTV 26 Octobre 2023

La Maison Blanche déclare qu'Israël continuera à tuer des « civils innocents » à Gaza

Par Dave DeCamp

Le porte-parole du Conseil national de sécurité, John Kirby, déclare que les victimes civiles sont inévitables.

Le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, John Kirby, a déclaré mardi qu'Israël continuerait à blesser des « civils innocents » dans son assaut contre Gaza.

« C'est la guerre. C'est un combat. C'est sanglant, c'est laid, ça va être désordonné et des civils innocents vont être blessés », a déclaré M. Kirby lorsqu'on lui a demandé si les États-Unis pensaient que le bombardement d'Israël était une réponse disproportionnée à l'attaque du Hamas sur le sud d'Israël.



Israël a détruit le système de santé à Gaza. Pour les Etats-Unis il s'agit d'un simple effet collatéral

« J'aimerais pouvoir vous dire quelque chose de différent et souhaiter que cela ne se produise pas, mais cela se produira. Et ce n'est pas pour autant que c'est juste, ni que c'est inadmissible », a ajouté M. Kirby.



John Kirby porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche

Il a également réitéré l'opposition des États-Unis à un cessez-le-feu à Gaza, affirmant qu'il ne profiterait qu'au Hamas. M. Kirby et le secrétaire d'État Antony Blinken ont tous deux déclaré qu'ils étaient ouverts à l'idée d'une « pause humanitaire » pour permettre à l'aide d'entrer dans la bande de Gaza.

Kirby a insisté sur le fait que les États-Unis continueraient d'exhorter Israël à minimiser les pertes civiles, mais Israël n'a fait qu'inten-



HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

Angleterre : Des militants bloquent l'entrée d'une société d'armement israélienne au Royaume-Uni

Des manifestants britanniques expriment leur solidarité avec les Palestiniens en bloquant l'entrée de l'usine d'armes israélienne Elbit, dans la ville de Kent.

Environ 150 manifestants, dont des agents de santé, des enseignants et des universitaires de divers syndicats britanniques, ont bloqué jeudi les deux entrées de l'usine Instro Precision Ltd, filiale du plus grand fabricant d'armes israélien, Elbit Systems, située à Sandwich, dans le Kent, dans le au sud-est du Royaume-Uni.

Instro est spécialisé dans les équipements électro-optiques de qualité militaire utilisés pour la localisation de cibles ainsi que pour la surveillance et la reconnaissance.

Selon les syndicalistes et militants participant à la manifestation, tous les produits de cette usine sont exportés et utilisés par les forces israéliennes contre la population opprimée de la bande de Gaza.

Les Britanniques indignés brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Travailleurs pour une Palestine libre » et « Royaume-Uni : arrêtez d'armer Israël », appelant à la fin de toutes les formes de complicité dans les crimes israéliens.

La manifestation a été organisée en réponse à une lettre ouverte publiée par les Travailleurs de Palestine, exhortant les syndicats du monde entier à mettre fin aux crimes de guerre israéliens et au commerce des armes avec Israël.

Le Royaume-Uni est un important fournisseur d'armes à Israël, fournissant des composants qui constituent 15 % de chaque avion de combat F35 actuellement utilisé pour bombarder Israël, selon la Campagne contre le commerce des armes (CAAT (acronyme en anglais).

La manifestation a eu lieu alors que les attaques israéliennes incessantes contre la bande de Gaza ont tué plus de 7 300 Palestiniens, pour la plupart des enfants et des femmes, et blessé plus de 18 000 personnes depuis le 7 octobre.

HispanTV 27 octobre 2023

Suite de la page (20)

Le temps est venu de leur donner une leçon ».

Comme toujours, le raisonnement d'Erdan a confondu explication et justification, mais dans ce monde, l'explication nuancée souffle et s'essouffle dans une résignation fatiguée, laissant la justification meurtrière prendre la première place.

Les commentaires d'António Guterres interviennent également à la lumière de l'état opérationnel périlleux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). L'agence humanitaire a été privée de ressources et sera contrainte de cesser de fournir des soins hospitaliers, en grande partie à cause du blocus israélien sur le carburant. « *Les stocks actuels sont presque complètement épuisés »,* indique l'agence dans son rapport de situation du 26 octobre, *« ce qui oblige les services vitaux à s'arrêter. Cela comprend l'approvisionnement en eau courante ainsi que du carburant pour le secteur de la santé, les boulangeries et les générateurs. Le personnel a également subi une terrible catastrophe : 39 personnes ont été tuées depuis le 7 octobre ».*

En ce qui concerne les attaques contre sa propre intégrité, António Guterres s'est montré combatif. « *Je suis choqué par les fausses interprétations de certaines de mes déclarations (…) comme si je justifiais les actes de terreur du Hamas. C'est faux. C'était le contraire ».*

La séance de remue-méninges lors des réunions Netanyahou-Tsahal a dû être simple : déshistoriciser le conflit, d'abord et avant tout assimiler le Hamas à une organisation monstrueuse équivalente, en l'occurrence l'EI ; puis, pour s'en assurer, utiliser le nazisme et l'Holocauste comme motifs recyclables.

En cours de route, les pertes massives palestiniennes, dont beaucoup d'enfants (2 360 morts en trois semaines), peuvent être excusées en pointant du doigt le Hamas, parce que ce ne sont pas des avions et des armes israéliens qui tuent, mais la politique d'une organisation terroriste. Et ailleurs, Israël le fait, comme Cohen l'affirme, pour *« le monde civilisé ».*

La stratégie israélienne ici est d'excuser l'inexcusable : la déchirure collective et massive d'un peuple. En cela, ils ne font que perpétuer les crimes tragiques qui ont été infligés, non seulement aux Juifs, mais à toute ethnie ou groupe dans l'histoire. L'homme d'État whig Edmund Burke a dit qu'il ne connaissait pas *« la méthode de dresser un acte d'accusation contre tout un peuple ».* Malheureusement, dans ce conflit, cet acte d'accusation a été rédigé il y a quelque temps et est poursuivi avec une cruauté implacable.

*Binoy Kampmark était boursier du Commonwealth au Selwyn College de Cambridge. Il enseigne à l'Université RMIT de Melbourne. Courriel : bkampmark@gmail.com

Histoire et société 27 Octobre 2023

sifier ses bombardements sur Gaza. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré mardi que les frappes aériennes lancées la veille étaient les plus dures à ce jour.

Alors que M. Kirby a présenté les pertes civiles comme un fait de guerre moderne, les bombardements israéliens ont été particulièrement brutaux, car les attaques ont rasé des quartiers entiers. Selon le ministère de la santé de Gaza, après 18 jours de bombardements, au moins 5 791 Palestiniens ont été tués à Gaza, dont 2 360 enfants.

Kirby a mis en doute le nombre de victimes provenant de Gaza, car l'enclave est dirigée par le Hamas. Mais le nombre de victimes est crédible, car les Israéliens se sont vantés de l'ampleur de leurs bombardements. Au cours des six premiers jours de leur assaut, les forces israéliennes ont largué 6 000 bombes sur Gaza, l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète. À titre de comparaison, les États-Unis ont largué 7 423 bombes sur l'Afghanistan en 2019, soit le plus grand nombre depuis que les États-Unis ont commencé à tenir un décompte en 2006.

Antiwar.com
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 26 Octobre 2023











Le jour où António Guterres est devenu pertinent


António Guterres, Secrétaire général de l'ONU

Par Binoy Kampmark

La thèse que je défends est que nous sommes déjà dans un autre monde, que celui de l'hégémonie nord américaine est terminé. Pourtant "les maitres du monde", ceux qui se croient tout permis parce que le "parrain" USA les tolère tout comme il se permet lui-même à peu près tout, le dollar militarisé, les expéditions punitives, les blocus, une propagande digne de l'inquisition avec la satanisation de l'adversaire, ne veulent pas voir cette réalité qui est celle d'un monde multipolaire. Ce monde multipolaire est traversé d'influences hétérogènes, celles de nations dont les ressources sont pillées, de luttes de pouvoir, mais sous la pression de luttes des classes. L'effondrement de l'empire étasunien se fait dans un contexte où son pouvoir de nuisance demeurant fort, les coalisés derrière les USA l'identifient encore au "droit".

Le personnel des institutions internationales doit leur obéir et selon la méthode habituelle déshistoriciser les faits, mais l'ONU n'a pas exactement répondu au diktat. L'indignation ressemble à celle des mafieux, qui n'auraient plus le tribunal convenu à leurs ordres, cela dit le décalage entre cette prétention et la réalité. Si les peuples ne sont plus d'accord il faut changer le peuple, comme un vulgaire secrétaire général de l'ONU. Y compris de la part d'institutions et de personnels prévus pour l'ordre antérieur.

(Note et Traduction de Danielle Bleitrach)

La pertinence accordée à un secrétaire général de l'ONU est souvent jugée par le degré de controverse provoqué. Dans l'histoire, les plus pertinents sont généralement ciblés. Dag Hammarskjöld, refusant de rester une simple babiole de fonction internationale, a presque certainement été assassiné pour son intervention dans la guerre civile du Congo en 1961. Les moins pertinents (qui était ce gentil petit gars, Ban Ki-Moon ?) ont à peine enregistré une note de dissidence. Les grandes puissances aiment savoir qu'elles peuvent rendre de tels marionnettes impuissantes, voire insignifiantes.

C'est pourquoi il était rafraîchissant de voir l'occupant actuel de ce poste faire la remarque peu surprenante que les attaques atroces du 7 octobre organisées par le Hamas et le Jihad islamique sur le sol israélien ne pouvaient pas être considérées comme des actes isolés d'indignation individuelle et non provoquée. António Guterres a également pris soin de noter qu'il n'y avait « *rien* » qui puisse « *justifier le meurtre, la blessure et l'enlèvement délibérés de civils, ou le lancement de roquettes contre des cibles civiles* ».

António Guterres a également noté qu'il était « *important de reconnaître que les attaques du Hamas n'ont pas eu lieu dans le vide* ». Les Palestiniens ont « *été soumis à 56 ans d'occupation étouffante. Ils ont vu leurs terres constamment dévorées par les colonies et en proie à la violence ; leur économie étouffée ; leurs habitants déplacés et leurs maisons démolies* ».

Si les attaques du Hamas ne pouvaient pas être justifiées pour répondre à de tels griefs, elles ne pouvaient pas non plus être utilisées comme prétexte pour « *justifier la punition collective du peuple palestinien* ». Même la guerre, expliqua-t-il à ses collègues, a des règles.

Le Secrétaire général a également réitéré le principe de la protection des civils pendant les conflits armés. Cela interdit de les utiliser comme boucliers humains et d'ordonner « *à plus d'un million de personnes d'évacuer le sud, où il n'y a pas d'abri, pas de nourriture, pas d'eau, pas de médicaments et pas de carburant, puis de continuer à bombarder le sud lui-même* ».


Gilad Erdan, l'ambassadeur d'Israël aux Nations unies

De tels commentaires n'ont pas été bien accueillis par le ministre israélien des Affaires étrangères. Les intimidateurs des relations internationales sont toujours facilement méprisés. Et c'est ainsi qu'Eli Cohen s'étonnait et se demandait dans quel monde vivait le secrétaire général. « *Décidément, ce n'est pas notre monde.* »

Le ministre des Affaires étrangères israélien a dit assez clairement de quel genre de monde il s'agissait. « *Je ne rencontrerai pas le secrétaire général de l'ONU. Après le massacre du 7 octobre, il n'y a pas de place pour une approche équilibrée. Le Hamas doit être rayé de la surface de la planète.* »

Gilad Erdan, l'ambassadeur d'Israël aux Nations unies, s'est exprimé indigné, allant jusqu'à exiger la démission d'António Guterres. « *Un Secrétaire général qui ne comprend pas que le meurtre d'innocents ne peut jamais être admis par quelque 'contexte' que ce soit ne peut pas être Secrétaire général.* » D'un ton désinvolte, il a suggéré que le chef de l'ONU avait « *exprimé sa compréhension pour le terrorisme et le meurtre* ».

Sur la radio de l'armée, Erdan a également annoncé qu'Israël refuserait « *de délivrer des visas aux représentants de l'ONU. Nous avons déjà refusé un visa au sous-secrétaire général aux affaires humanitaires, Martin Griffiths.*

suite à la page(19)